



Modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme

Changement de destination des anciens bâtiments agricoles *(art L123.3.1 du code de l'urbanisme)*



Introduction

L'article L123.3.1 du code de l'urbanisme permet au règlement du PLU d'identifier dans la zone agricole (A), « les bâtiments agricoles qui, en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial, peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole ».

A ce titre le PLU de la commune de Pont de l'Isère a déterminé trois familles de critères permettant d'autoriser ce changement de destination :

- l'intérêt architectural ou patrimonial :

Cet intérêt a été mesuré au regard du caractère identitaire des ces bâtiments soit sur le plan de l'architecture, de l'histoire ou sur le plan culturel. Il s'agit des anciens bâtiments ruraux attachés ou non à des habitations. Ce critère tient compte de la qualité de construction : bâtiments en pisée, pierre ou galets et constructions mixant les différents modes de construction. Pour certains bâtiments il est tenu compte de la présence de détails architecturaux (génoises, linteaux de pierre, murs en galets etc.). L'état de conservation a aussi été un des critères, en effet les bâtiments à l'état de ruines n'ont pas été pris en compte, leur remise en état relevant de la construction neuve.

- L'absence de gêne vis-à-vis d'une exploitation agricole

Ce critère a été apprécié au regard de la proximité d'un bâtiment d'exploitation en cours d'activité. Ainsi une distance de 100 m d'un bâtiment agricole a été prise en compte pour permettre le changement de destination. A fortiori tout bâtiment dépendant d'un siège d'exploitation en activité ne peut pas faire l'objet d'un changement de destination.

- l'intégration « urbaine »

Le changement de destination a été examiné au regard de la capacité des réseaux actuels à répondre aux besoins induits par ce changement de destination : assainissement collectif ou individuel possible, électricité, adduction en eau.

Seuls les bâtiments répondant à la fois à ces trois séries de critères sont pris en compte pour un changement de destination.



Liste des changements de destination autorisés dans la zone agricole

1 Adresse	LABATTE
Section cadastrale	ZC 117 – 118
Changement de destination	
Photo n°	1

2 Adresse	LABATTE <i>Buisson</i>
Section cadastrale	ZC 210 - 211
Changement de destination	
Photo n°	Pas de photo

3 Adresse	LES CHAUDS <i>Osternaud</i>
Section cadastrale	ZE 73
Changement de destination	
Photo n°	4

4 Adresse	LES PETITES BLACHES <i>Garnier de Boisgrollier</i>
Section cadastrale	ZC 141
Changement de destination	
Photo n°	Pas de photo

5 Adresse	LES GRANDES BLACHES SCI La Cabane
Section cadastrale	ZE 8
Changement de destination	
Photo n°	20 et 24

6 Adresse	LES HAUTES BLACHES <i>Esprit</i>
Section cadastrale	ZD 47
Changement de destination	
Photo n°	18 et 19

7 Adresse	LES HAUTES BLACHES Fraise
Section cadastrale	ZD 86
Changement de destination	
Photo n°	12, 13, 14, 15



8 Adresse	LES GRANDES BLACHES <i>Bey</i>
Section cadastrale	ZE 51
Changement de destination	
Photo n°	Pas de photo

9 Adresse	LES GRANDES BLACHES
Section cadastrale	ZE 103
Changement de destination	Supprimé
Photo n°	Pas de photo

10 Adresse	LES SEPT CHEMINS <i>Delhomme</i>
Section cadastrale	ZD 81
Changement de destination	
Photo n°	8, 9, 10, 11

11 Adresse	LES CHENES VERTS <i>Hamon</i>
Section cadastrale	ZD 67
Changement de destination	
Photo n°	Pas de photo

12 Adresse	LES CHENES VERTS
Section cadastrale	ZD 101
Changement de destination	Supprimé. Doublon avec le n°20
Photo n°	Pas de photo

13 Adresse	CHEMIN DES CHARASSIS <i>Varloud</i>
Section cadastrale	ZI 11
Changement de destination	
Photo n°	Pas de photo

14 Adresse	BEAUSEJOUR
Section cadastrale	ZH 274 – 275 – 276 – 278 – 236 – 14
Changement de destination	Supprimé
Photo n°	Pas de photo



15 Adresse	LES PIBOULERIES <i>Mathez</i>
Section cadastrale	ZH 293
Changement de destination	
Photo n°	Pas de photo

16 Adresse	CHEMIN DE LA LABATTE <i>Rocher</i>
Section cadastrale	ZC 165
Changement de destination	
Photo n°	29

17 Adresse	LE BERTRAND <i>Bonnet J.Marc</i>
Section cadastrale	ZA 201
Changement de destination	
Photo n°	30-34

18 Adresse	CHEMIN DES SASAILLES <i>Morgant</i>
Section cadastrale	ZH008
Changement de destination	
Photo n°	33

19 Adresse	LES SEPTS CHEMINS <i>Delhomme</i>
Section cadastrale	ZD NON AFFECTE
Changement de destination	
Photo n°	19

20 Adresse	LES CHENES VERTS <i>Mandon</i>
Section cadastrale	ZD 101
Changement de destination	
Photo n°	36

21 Adresse	RUE DES CRETES <i>Desbos</i>
Section cadastrale	ZA 722
Changement de destination	
Photo n°	37

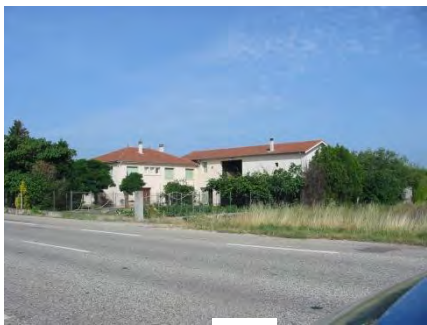


22 Adresse	LE MOULIN <i>Bouyer</i>
Section cadastrale	ZH 265
Changement de destination	
Photo n°	31

23 Adresse	CHEMIN DES RAMAS <i>Heritier</i>
Section cadastrale	ZI 42
Changement de destination	
Photo n°	32



PHOTOS



1



2



4



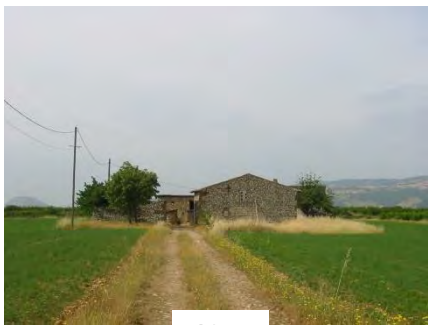
9



10



11



12



13



14



15



16



18



20



21



22



28



29



30



31



33



34



35



36



37

Département de la Drôme

**Commune de
PONT DE L'ISÈRE**

Plan Local d'Urbanisme

**MISE EN COMPATIBILITÉ
Avec la Déclaration d'Utilité Publique
de la Z.A.C. des Vinays**

3 – ETUDE LOI BARNIER - zone d'activités les Vinays



*Claude BARNERON - Urbaniste O.P.Q.U.
10, rue Condorcet – 26100 ROMANS-SUR-ISERE*

Département de la DRÔME

PONT DE L'ISÈRE



ETUDE « LOI BARNIER » (L.111.1.4 du code de l'urbanisme) *Zone d'activités économiques "les Vinays"*

Maître d'ouvrage : communauté de communes "Pays de l'Hermitage"



CABINET INERME PAYSAGE

Jean marc VIOT Architecte paysagiste
RUE GEORGES PETIT 07250 LE POUZIN
Téléphone 04 75 85 92 97 télécopie 04 75 44 35 85

SOMMAIRE

	pages
1 PRÉAMBULE	3
2 DIAGNOSTIC	4
2.1 LOCALISATION DE L'ÉTUDE	4
Objectifs de la LOI BARNIER	5
2.2 PLACE DU SITE DANS LE PAYSAGE COMMUNAL	6
2.3 DÉFINITION DES ENTITÉS PAYSAGÈRES	6/7
2.4 ANALYSE NATURELLE DU SITE	7/8
2.5 ANALYSE DU CONTEXTE URBAIN	9/10
2.6 ANALYSE VISUELLE	10
CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE ÉLARGI	11
3 ENJEUX ET ORIENTATIONS	12
3.1 LES ENJEUX PAYSAGERS ET LES CONTRAINTES	12
3.2 ORIENTATIONS	12
4 ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENTS	13
4.1 VOLET SÉCURITÉ et NUISANCES	13/15
4.2 VOLET URBANISME	16/17
4.3 VOLET PAYSAGER	17/18
4.4 VOLET ARCHITECTURAL	19/22
5 ANNEXES	
Annexe 01 COUPE FAÇADE RN7	23
Annexe 02 COUPE FAÇADE A7	24

1 PRÉAMBULE

La structure intercommunale (communauté de communes Pays de l'Hermitage), exerçant la compétence "développement économique" a programmé la réalisation d'une zone d'activité entre la route Nationale 7 et l'autoroute A7, sur le territoire communal de PONT DE L'ISÈRE.

Cette phase d'étude a pour objet de définir les modalités d'urbanisation de la zone "Les Vinays" actuellement classée AU et Ui, dans le respect de l'article L 111-1-4 du code de l'urbanisme (LOI BARNIER) pesant sur les grandes infrastructures.

La communauté de communes est prête à réaliser, les aménagements de sécurisation, d'embellissement et de dessertes nécessaires (voies de maillage, pistes cyclables, redéfinition de la voirie existante en voirie urbaine).

RAPPEL RÉGLEMENTAIRE

Article L 111-1-4 du code de l'urbanisme :

En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.

Cette interdiction ne s'applique pas :

- aux constructions nécessaires aux infrastructures routières ;
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
- aux bâtiments d'exploitation agricole ;
- aux réseaux d'intérêt public.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

Le plan local d'urbanisme, (ou un document d'urbanisme en tenant lieu), peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article lorsqu'il comporte **une étude justifiant, (en fonction des spécificités locales), que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.**

Dans les communes dotées d'une carte communale, le conseil municipal peut, avec l'accord du préfet et après avis de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites, fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article au vu d'une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Il peut être dérogé aux dispositions du présent article, avec l'accord du préfet, lorsque les contraintes géographiques ne permettent pas d'implanter les installations ou les constructions au-delà de la marge de recul prévue au premier alinéa, dès lors que l'intérêt que représente pour la commune l'installation ou la construction projetée motive la dérogation.

Il s'agit notamment de définir des modalités d'urbanisation justifiées et motivées au regard des nuisances, de la sécurité, et qui répondent à des critères de qualité architecturale et paysagère.

Le présent rapport présente les lignes directrices choisies par la communauté de communes du pays de l'Hermitage pour l'aménagement futur de la zone d'activités "Les Vinays".

2 DIAGNOSTIC

2.1 LOCALISATION DE L'ETUDE

Située dans le grand couloir Rhodanien, la commune de Pont de l'Isère se situe à proximité de l'agglomération de Valence, et de celle de Tain/Tournon.

Elle bénéficie de la desserte des grandes infrastructures routières : A7 avec l'échangeur de Tain l'Hermitage au Nord et celui de Valence Nord au Sud.

Elle est reliée rapidement à ces deux accès par la RN7 qui traverse la commune.

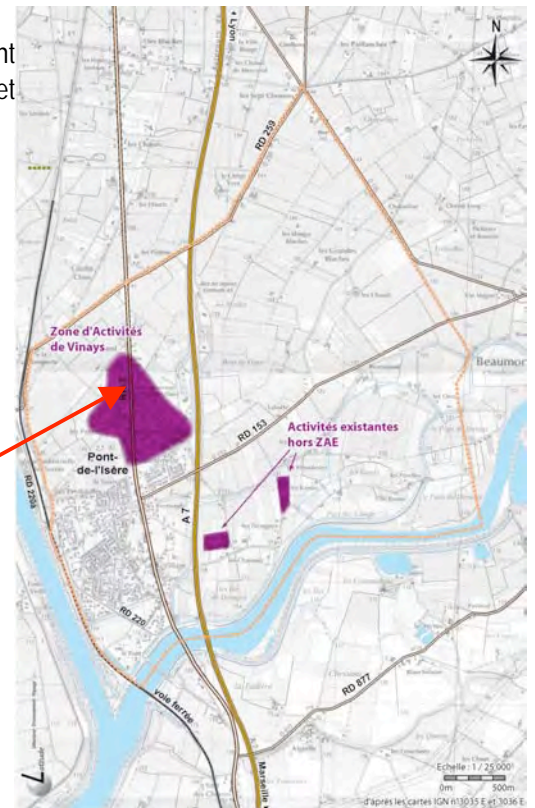
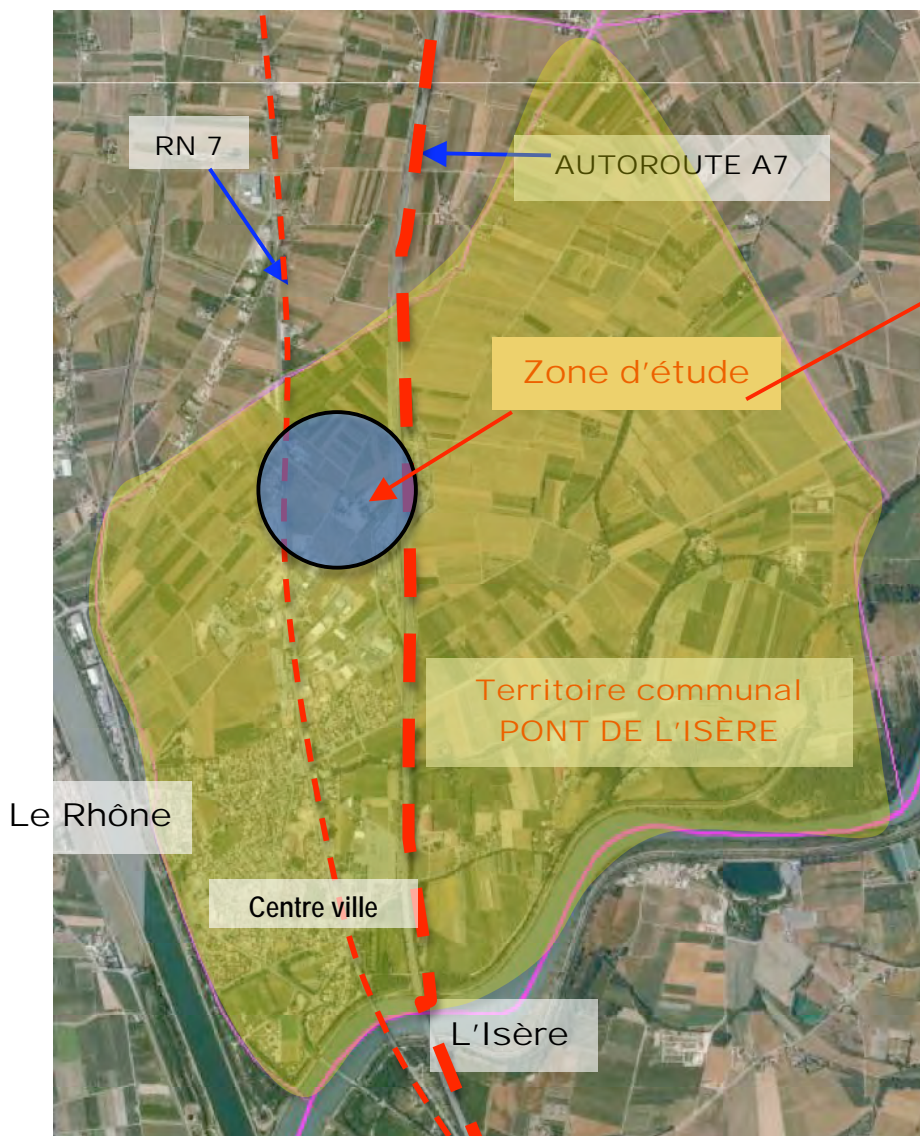
Le site d'étude est localisé au Nord du centre bourg, il est bordé :

- au Nord par la route départementale n°259,
- au Sud, par route départementale n°153,
- à l'Ouest, par la route nationale 7,
- à l'Est, par l'emprise autoroutière de l'A7.

Il est accessible directement depuis la route nationale 7 à l'Ouest,

par une petite voie communale N°31 qui longe l'autoroute à l'Est et par l'actuelle zone d'activités située au Sud.

Sa situation géographique est stratégique au regard du développement économique de ce secteur. Elle se trouve sur l'axe majeur de la vallée du Rhône et viendra en complément d'une zone d'activité existante située au Nord la ville.



En limite Nord, au lieu dit "Les Vinays", la commune a voulu inscrire un site spécifique, pour l'accueil d'activités économiques dans l'affirmation d'une zone déjà destinée à cet usage située au sud du projet.

Actuellement le projet de Plan Local d'Urbanisme classe cette zone AU et Ui. L'ouverture à l'urbanisation des zones AU et Ui nécessite une modification préalable du PLU. Cette zone située entre RN 7 et autoroute A7 est frappée d'un recul de 100m côté autoroute A7 et 75m côté Route Nationale 7.

Les objectifs de la loi Barnier

La présente étude permettra de définir un parti d'aménagement cohérent et global qui devra être retranscrit dans le plan local d'urbanisme de PONT DE L'ISÈRE.



Où ?

Le périmètre de la future zone d'activités est concerné par un retrait de 75m de l'axe de la RN7 et 100m l'autoroute de l'A7 en application de l'article L.111.1.4 du code de l'urbanisme.

POURQUOI ?

La loi Barnier permet de promouvoir une urbanisation de qualité dans les espaces trop souvent maltraités faute d'une réflexion d'ensemble (abords des voies rapides, des déviations, des axes structurants, des entrées de ville). L'objectif de cette loi n'est pas de maintenir une interdiction de construire dans la bande de retrait imposée (75m et 100m) mais de subordonner les possibilités d'urbanisation à l'existence d'un projet urbain intégré au document d'urbanisme.

COMMENT ?

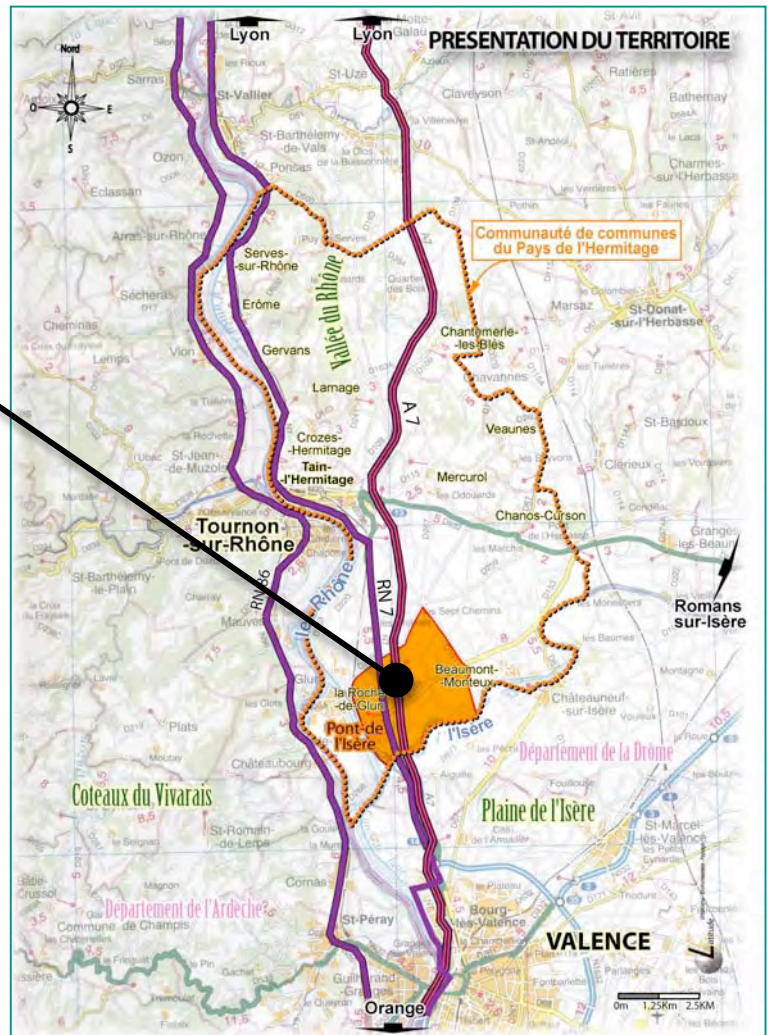
Afin de ne plus subir la règle de recul de 75 et 100m sur l'ensemble du trajet, il est nécessaire de lancer une réflexion d'ensemble prenant en compte les problématiques suivantes

- Les nuisances
- La sécurité
- La qualité de l'urbanisme
- Les paysages
- La qualité de l'architecture

Le présent document a ainsi pour objectif de présenter la prise en compte de ces thématiques.

La réflexion est portée sur l'ensemble des parcelles bordant la route nationale 7 et l'autoroute A7 afin de répondre à l'objectif initial : un aménagement de qualité porteur de valeurs urbaines et paysagères.

LA ZONE D'ÉTUDE



2.2 PLACE DU SITE DANS LE PAYSAGE COMMUNAL

Situé dans le grand paysage de la plaine du Rhône, la ZAC se situe dans un contexte agricole, marqué de part et d'autre par les grandes infrastructures routières qui le sillonnent (A7, RN 7).

Ainsi, il s'inscrit dans un grand paysage de plaine parcouru par les infrastructures et sans relief proche pour encadrer les perceptions.

C'est la continuité d'une zone d'activité existante conçue de façon anarchique et sans grande cohérence visuelle.

2.3 DEFINITION DES ENTITÉS PAYSAGÈRES

L'ambiance générale du site est assez homogène, sans élément remarquable, avec deux entités paysagères bien distinctes :

- La partie Sud occupée par une zone d'activité aux bâtiments hétéroclites et aux espaces publics de conception minimaliste.
- La partie Nord constituée d'espaces agricoles, est bien structurée avec un mélange de vignes et d'arbres fruitiers, d'espaces en friches et d'un cordon boisé en limite de l'autoroute. A l'intérieur du site une ancienne carrière montre les vestiges des travaux autoroutiers.

Quelques perceptions lointaines permettent d'apercevoir à l'Ouest les coteaux Ardéchois et à l'Est la montagne du Vercors.

o La plaine agricole

Le territoire au Nord de la commune de Pont de l'Isère est plan, ces terres sont, pour la plupart, cultivées mais également utilisées en partie par l'activité économique. Cette zone de plaine est le lieu privilégié d'implantation pour des exploitations agricoles au Nord et Est du territoire communal et pour de l'activité industrielle au Nord du bourg. Elle permet des visions ouvertes et des perspectives intéressantes sur l'ensemble de la vallée du Rhône mais aussi sur des paysages plus éloignés comme le massif Ardéchois et le Vercors.

○ L'habitat

La ville de PONT DE L'ISÈRE est bien facilement identifiable. L'habitat s'est surtout développé dans la plaine alluvionnaire en bâti dense le long de la route nationale 7. Le cœur de village s'est établi sur la partie basse de la commune à la confluence de l'Isère dans le Rhône et les besoins commerciaux ont organisés la ville le long de la voie de communication (RN7).

Actuellement, les lotissements s'implantent en retrait de l'axe routier. L'extension de l'habitat s'organise majoritairement vers le Rhône c'est à dire à l'ouest du cœur de ville.

LES ÉLÉMENTS LINÉAIRES DU PAYSAGE

Le paysage de la commune est marqué par différents axes qui le structurent ou le découpent :

○ Les axes routiers :

Il s'agit essentiellement de deux voies de circulation : la RN 7 et l'autoroute A7. Cette R.N.7 axe Nord Sud, trame le paysage communal et favorise le support du développement d'un l'habitat linéaire. L'autoroute 7 est un élément structurant majeur, sa traversée se fait soit par ponts soit par passages inférieurs ce qui limite l'extension urbaine vers l'Est.

○ L'axe ferroviaire:

La ligne SNCF traverse la commune en axe Nord-Sud en parallèle à la RN 7. Ce type d'ouvrage est reconnaissable dans le paysage. Souvent réalisée en remblais, cette barrière visuelle sectionne le territoire communal vers l'Ouest et limite les accès vers le Rhône. C'est un facteur limitant les accès au fleuve, en constituant un barrage physique et des servitudes d'emprise large. Infrastructure contraignante, elle limite l'aspect qualitatif que pourrait apporter le bord d'un fleuve.

○ Les cours d'eau :

Le fleuve Rhône et sa ripisylve délimitent le territoire communal sur sa limite Ouest. La rivière Isère et sa ripisylve délimitent elles, le territoire communal sur sa limite Sud. Ce fleuve et cette rivière façonnent le paysage sur les franges Sud et Ouest.

2.4 ANALYSE NATURELLE DU SITE

TOPOGRAPHIE :

Situé dans la plaine légèrement surélevé par rapport à la ville, le site est plat, la topographie du lieu ne va pas contraindre l'urbanisation. Le relief du site d'étude est donc fort propice à recevoir des constructions et des aménagements de surface. Seule, une ancienne carrière probablement créée pour les besoins de l'autoroute va limiter son aménagement. Une légère pente Nord Sud permet d'évacuer les eaux de surfaces et la présence de fossés existants permet une récupération naturelle et efficace des eaux pluviales.



HYDROLOGIE :

Pas de réseau de récupération des eaux de surfaces, hormis le bassin de l'autoroute et l'infiltration naturelle ou artificielle des sols. Il conviendra au moment de l'urbanisation de la ZAC de vérifier l'impact des projets en matière hydraulique, afin d'évaluer les capacités de reprise des réseaux en place et de définir les aménagements nécessaires à réaliser (noues), notamment en vue de la collecte des eaux pluviales.

VÉGÉTATION :

Le secteur d'étude est en zone agricole. La végétation actuelle est constituée sur une grande partie, de terrains plantés d'arbres fruitiers et de vigne. Quelques friches agricoles apparaissent mais sur de faibles superficies. La photo ci-dessous montre que le site d'étude est partagé entre zone agricole (arrière plan) et zone d'activité au premier plan.

**2.5 ANALYSE DU CONTEXTE URBAIN**

Le site se situe entre RN7 et autoroute A7 dans une frange de liaison entre agriculture et industrie. Actuellement, l'arrivée par le Nord sur la ville de Pont d'Isère, montre une structure hétéroclite concernant l'urbanisme, mêlant bâtiments agricoles industriels et habitat, sans transition progressive et identifiable entre monde agricole et zone urbanisée.

L'ensemble de la façade RN7 reste de vision très routière.



Actuellement du nord au Sud

Au Nord : Zone d'activité économique :

C'est encore une zone à forte connotation agricole avec la présence de quelques grands bâtiments industriels.

Au Sud : Zone urbaine

C'est une zone avec de l'habitat organisé en bord de voie (RN7). L'urbanisation est perceptible mais pas affirmée, l'automobiliste reste dans sa logique de voie routière à grande circulation. Le volume des bâtiments construits et leur implantation linéaire donnent un paysage ordonné selon la logique de la voie.



2.5.1 LE RÉSEAU VIAIRE

Ensermée entre les deux axes majeurs, la zone est séquencée par différentes ambiances : agricole, industrielle, habitation dense.

La RN7 permet l'accès facile à la zone étudiée et un projet de carrefour giratoire va formaliser avec force, l'entrée de cette nouvelle zone d'activités. Ce nouveau carrefour va également permettre de fermer des voiries existantes aux sorties dangereuses sur la RN7.



Accès au futur site création d'un carrefour giratoire

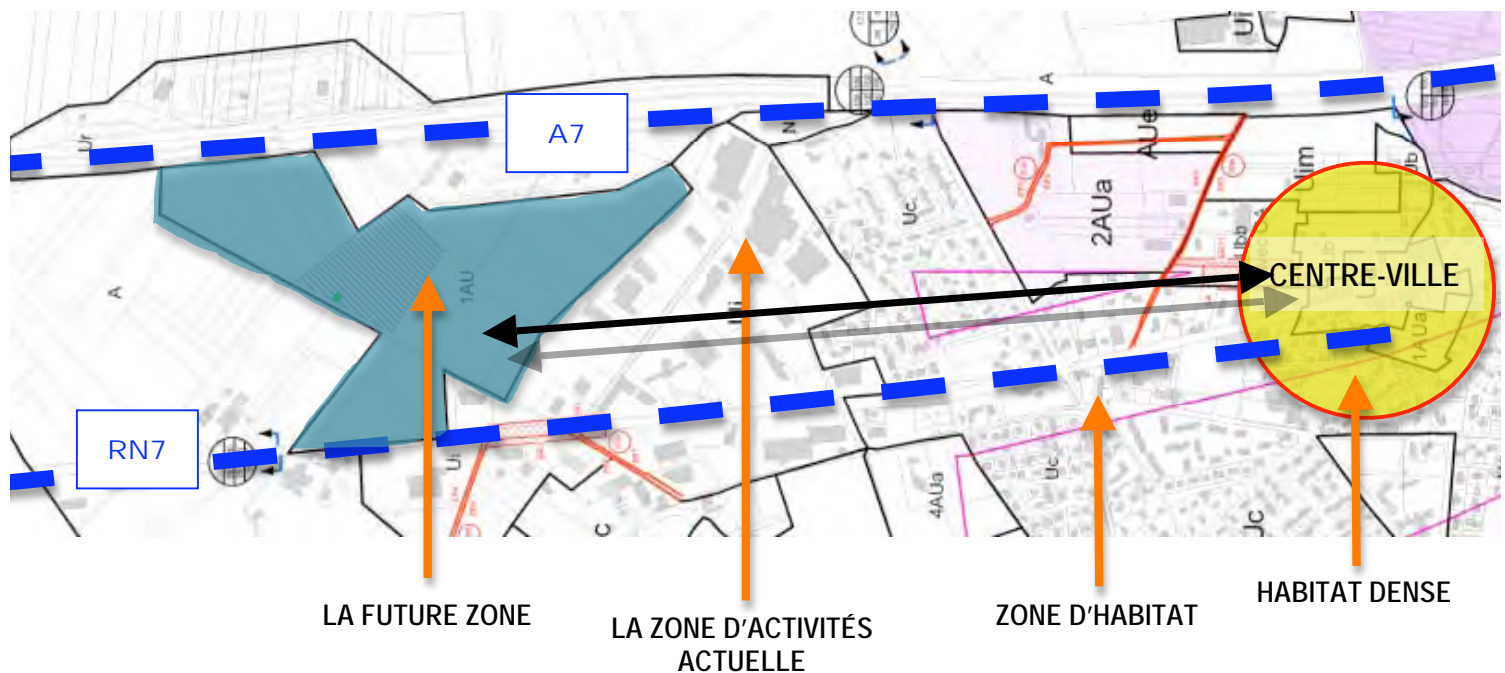


Cette voie au Sud sera fermée pour sécuriser les accès actuels

2.5.2 L'URBANISATION DU SITE

La zone concernée par l'étude se trouve sur la limite Nord du territoire communal. Par son traitement urbain, la façade Ouest de cette zone va jouer un rôle important dans la perception d'entrée de ville.

Il se situe en amont d'un développement urbain est mal maîtrisé. C'est pour cette raison que, la mairie de Pont de l'Isère avec l'appui de la communauté de communes, a engagé cette réflexion d'aménagement.



2.5.3 TYPOLOGIE DE L'HABITAT

Deux types de bâti coexistent sur le linéaire

1. Habitat ancien et bâtiments agricoles

L'architecture est simple, les volumes peu importants et épurés. Son niveau est faiblement élevé, R+1 conférant malgré tout à l'ensemble, un aspect massif. Les toitures sont souvent à deux pans en tuiles. Les façades sont avec un enduit, avec la présence de quelques murs en pierres jointoyées. Les entrées donnent directement sur la RN7.



2. Constructions commerciales récentes et bâtiments industriels

Des bâtiments industriels imposants aux façades relativement élevées : entre 10m et 12m.

L'aspect extérieur se caractérise par des murs en tôles et toitures en bac acier.

Une architecture industrielle facilement identifiable se concentre dans la partie économique du trajet.



2.6 ANALYSE VISUELLE

La route nationale 7 et l'autoroute A7, axes majeurs entre VALENCE et TAIN L'HERMITAGE, offrent des visions permanentes et intéressantes sur le fond de paysage à l'Est (Massif du Vercors) comme à l'Ouest (Massif Ardéchois). Ces deux massifs ferment les visions du grand paysage. Sur la photo le massif Ardéchois tout proche.



Le vignoble de Tain l'Hermitage ferme les visions du grand paysage au Nord.



Le contexte réglementaire élargi

Les orientations préconisées tiendront compte de l'analyse du site, des principes édictés par la loi Barnier et notamment l'article 52 dit "amendement Dupont" (article L.111-1-4 du Code de l'Urbanisme) qui est entré en vigueur le 1er janvier 1997 et dont l'objectif est d'amener les municipalités à anticiper sur leur développement et leur restructuration, et à définir une véritable démarche de projet urbain.

Les critères à retenir doivent tenir compte, après un diagnostic, du fonctionnement urbain de la zone (épaisseur du tissu, ordonnancement, raccordement aux quartiers existants, desserte, sécurité, prévention des nuisances), du paysage (prise en compte de l'existant, traitement paysager, plantations des espaces publics et privés, organisation de l'espace, publicité), de la qualité architecturale (volumes et épannelage, matériaux, couleurs...).

En ce qui concerne la publicité, dans l'article 53 de la Loi Barnier le régime de déclaration préalable (et non d'autorisation) a été adopté, les procédures de constatation des infractions étant simplifiées et le coût des infractions et des astreintes revalorisé.

Le 1% paysager et développement a été étendu à l'ensemble des axes structurants (aménagements paysagers et actions de développement économique et touristique, dans le cadre de chartes d'aménagement et de mise en valeur, sur des espaces non compris dans les emprises, mais présentant un lien tangible avec la voie).

La loi Raffarin, du 5 juillet 1996, va également dans le sens d'une meilleure prise en compte de la localisation et de l'impact socio-économique et paysager de tout nouveau projet commercial au regard de l'équilibre de l'agglomération. Elle prévoit l'élaboration de schémas directeurs intercommunaux élaborés par les observatoires départementaux d'équipement commercial, reprenant en cela les propositions du sénateur Dupont, sauf en ce qui concerne l'instruction du permis de construire, qui reste distincte de l'obtention de l'autorisation commerciale.

Le volet paysager des PLU et du permis de construire ainsi que les plans de paysage mis en place par la Loi du 8 janvier 1993 sur les paysages, pourront contribuer à faire évoluer les pratiques.

L'aménagement et la restructuration des entrées de villes doivent passer le plus souvent, pour réussir, par une démarche intercommunale et impliquent une politique de partenariat avec les acteurs économiques, les administrations et les usagers.

3 LES ENJEUX ET ORIENTATIONS

3.1 LES ENJEUX PAYSAGERS ET LES CONTRAINTES

Compte tenu de sa destination en zone d'activités, l'itinéraire étudié devra être en cohérence avec les espaces aménagés en périphérie.

Le futur carrefour giratoire sur la RN7 et les voies modifiées pour accéder à l'ensemble de cette zone vont modifier radicalement les trafics sur cette portion de route. Les aménagements périphériques et notamment ceux de la future zone d'activité vont également modifier la perception d'entrée de ville.

Actuellement à cet endroit la RN7 reste très routière. Demain, la possibilité de pénétrer progressivement dans l'agglomération par des aménagements plus urbains, sera possible et changera la vision Nord de la ville.

Les aménagements proposés doivent contribuer à améliorer cette perception qualitative de la commune.

L'urbanisation aux abords de la voie et les accès depuis cette dernière, contribue à cette nouvelle destination.

Le réseau de récupération des eaux de surface très présent aux abords de la RN7, doit être conservé, amélioré et doit jouer un rôle qualitatif dans les aménagements.

La liaison, ambiance agricole et ambiance urbaine, doit s'imbriquer naturellement avec des éléments visibles forts.

3.2 ORIENTATIONS

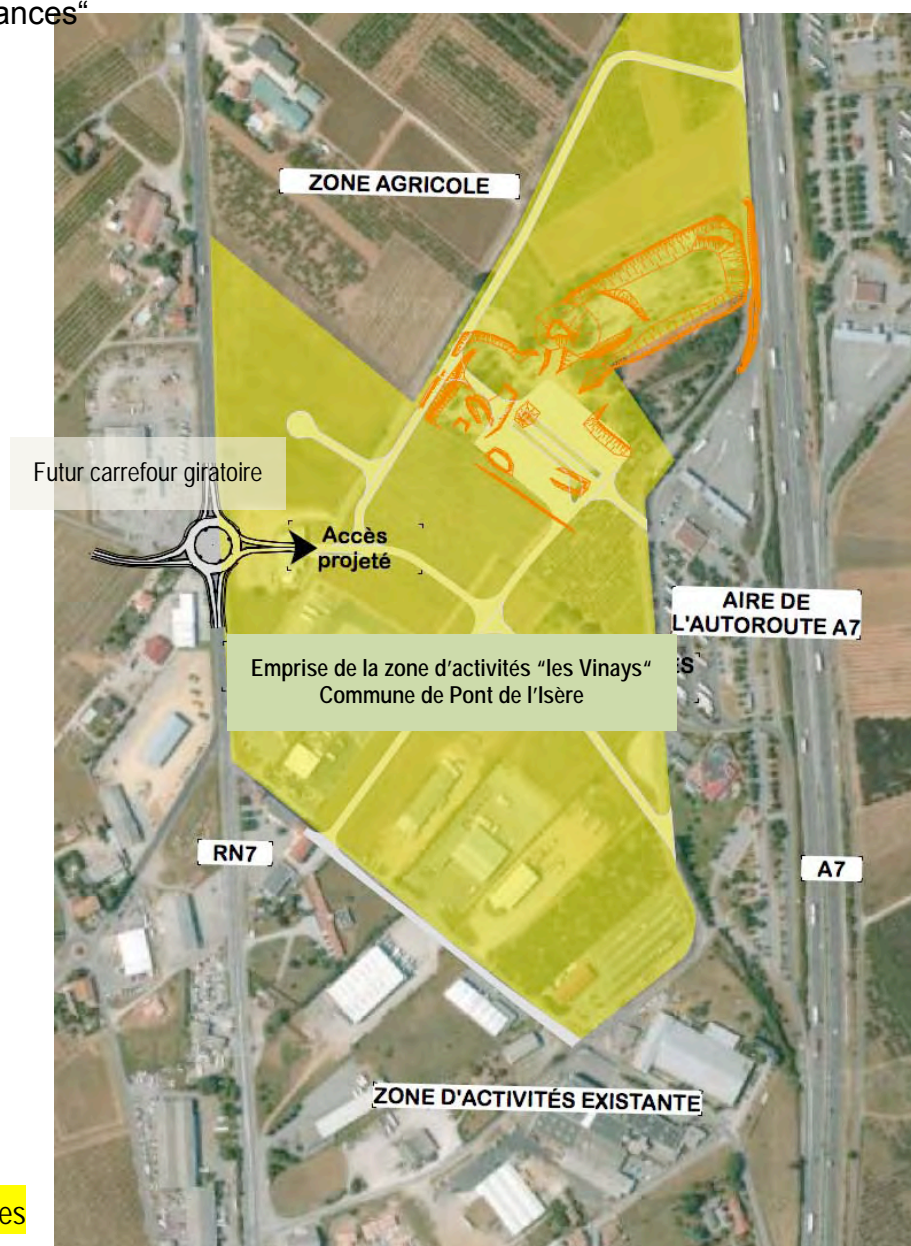
L'urbanisation future devra s'inspirer des éléments majeurs périphériques, en observant l'existant, et avec pour ambition de ne pas rééditer les erreurs réalisées sur les parties existantes.

Plusieurs objectifs devront être atteints par le projet final :

- La zone AU a pour vocation de recevoir de l'activité artisanale, commerciale, industrielle et de services.
- L'aspect extérieur des constructions va être réglementé afin que les nouveaux bâtiments s'insèrent au mieux dans le paysage nouveau recherché.
- Les reculs et les hauteurs des ouvrages sont notamment des enjeux forts, afin de maintenir des cônes de vues existants sur les plans secondaires et limiter leurs impacts depuis la voie.
- L'organisation des parcelles en bordure de voie doit être affirmée pour obtenir cette progression urbaine recherchée.
- Les plantations proposées seront en rapport avec les ouvrages proposés et réalisées selon la logique reconnue sur ce territoire.
- L'aménagement de la voie interne doit permettre une bonne desserte des parcelles construites. Elle doit favoriser les déplacements doux (notamment les cycles) compte tenu de l'éloignement du centre bourg.
- L'aménagement de la zone d'activité devra impérativement intégrer l'infiltration des eaux de surface.

4 LES PISTES D'AMÉNAGEMENT

- Le volet "sécurité et nuisances"
- Le volet "urbanisme"
- Le volet "paysage"
- Le volet "architectural"



4.1 Le volet sécurité et nuisances

L'accès à la zone d'activité sera assuré par un futur carrefour giratoire.

Pour des raisons de sécurité, aucun autre débouché ne sera autorisé sur cette partie de RN 7. L'ensemble du trafic routier des zones d'activités (future et existante) sera donc régulé au Nord, par cet unique aménagement routier.

Le principe d'aménagement part du seul fonctionnement possible de la zone et l'accès aux futurs lots d'activité devra se faire obligatoirement par une nouvelle voie interne accessible depuis ce carrefour.

L'aménagement de la façade Ouest de la zone sur la RN7 est un enjeu majeur pour sa réussite commerciale.

L'aménagement de la façade Est sur l'autoroute A7 moins visible et non accessible, devra principalement prendre en compte l'enjeu sonore pour les futures constructions.

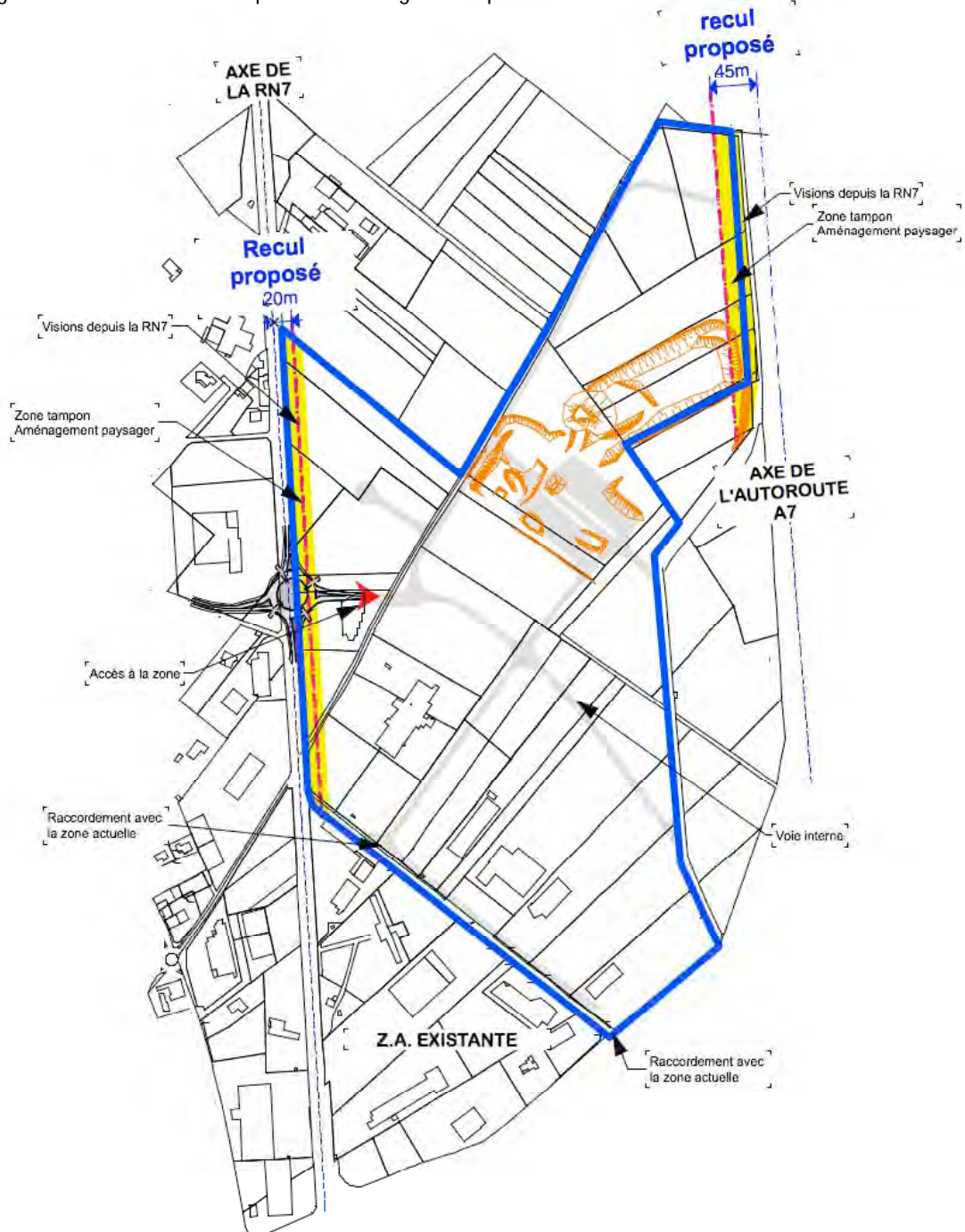
Les nuisances sonores générées par le trafic routier seront atténuées grâce à un recul suffisant du bâti : 20m de l'axe pour la RN7 et 45m de l'axe pour l'autoroute A7.

Un effort d'isolation acoustique au niveau des façades côté RN7 et côté autoroute A7, sera encouragé pour un confort de fonctionnement dans les futurs bâtiments.

De plus, le code de la construction prévoit des mesures obligatoires de lutte contre le bruit dans la conception des bâtiments selon le classement de la voie en tant que voie "bruyante" et site classé : "nuisances sonores avérées".

Ces prescriptions devront être suivies pour les futurs bâtiments commerciaux.

Dans le sens inverse, les nuisances générées par une activité commerciale peuvent être importantes. Il y a donc lieu d'accompagner la création de la zone par des aménagements ponctuels visant à l'atténuation du niveau sonore.

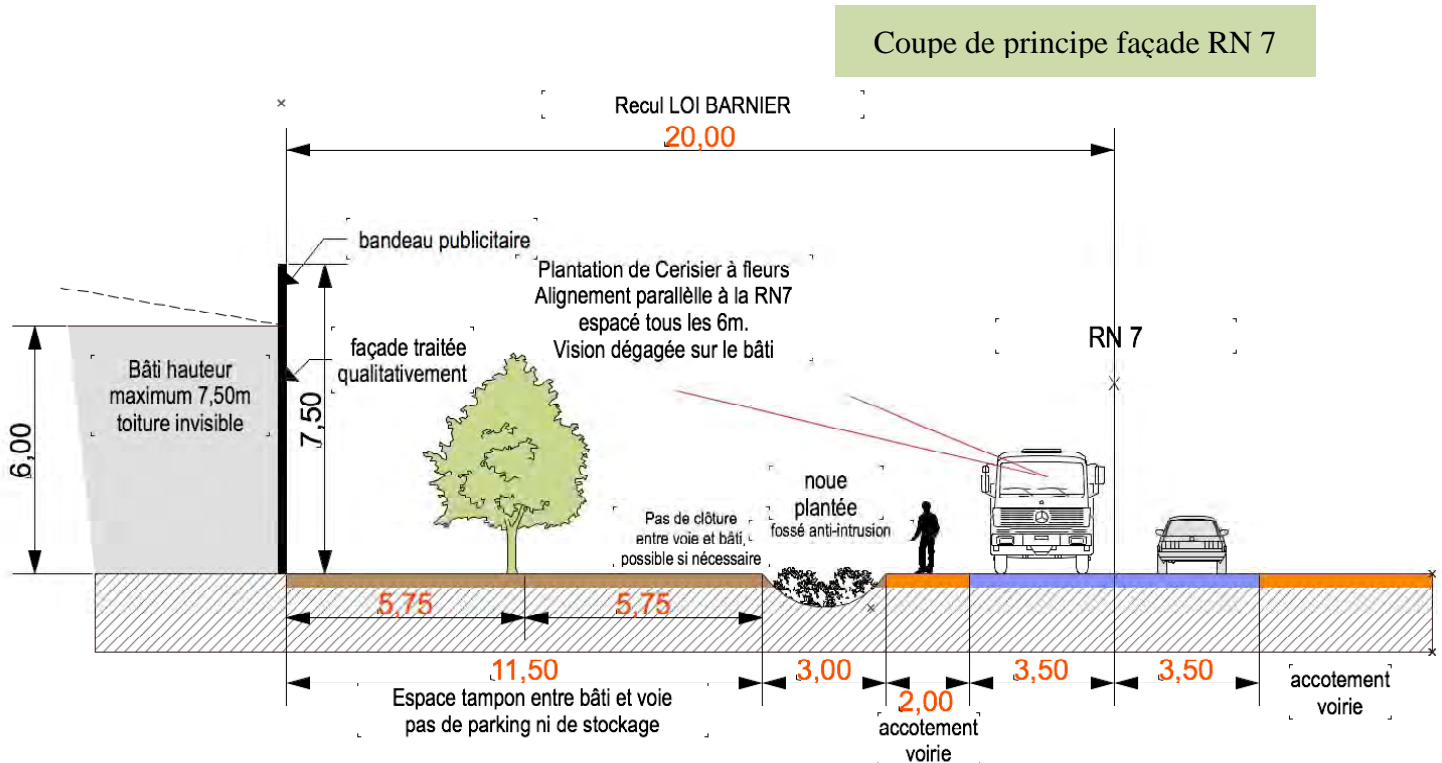
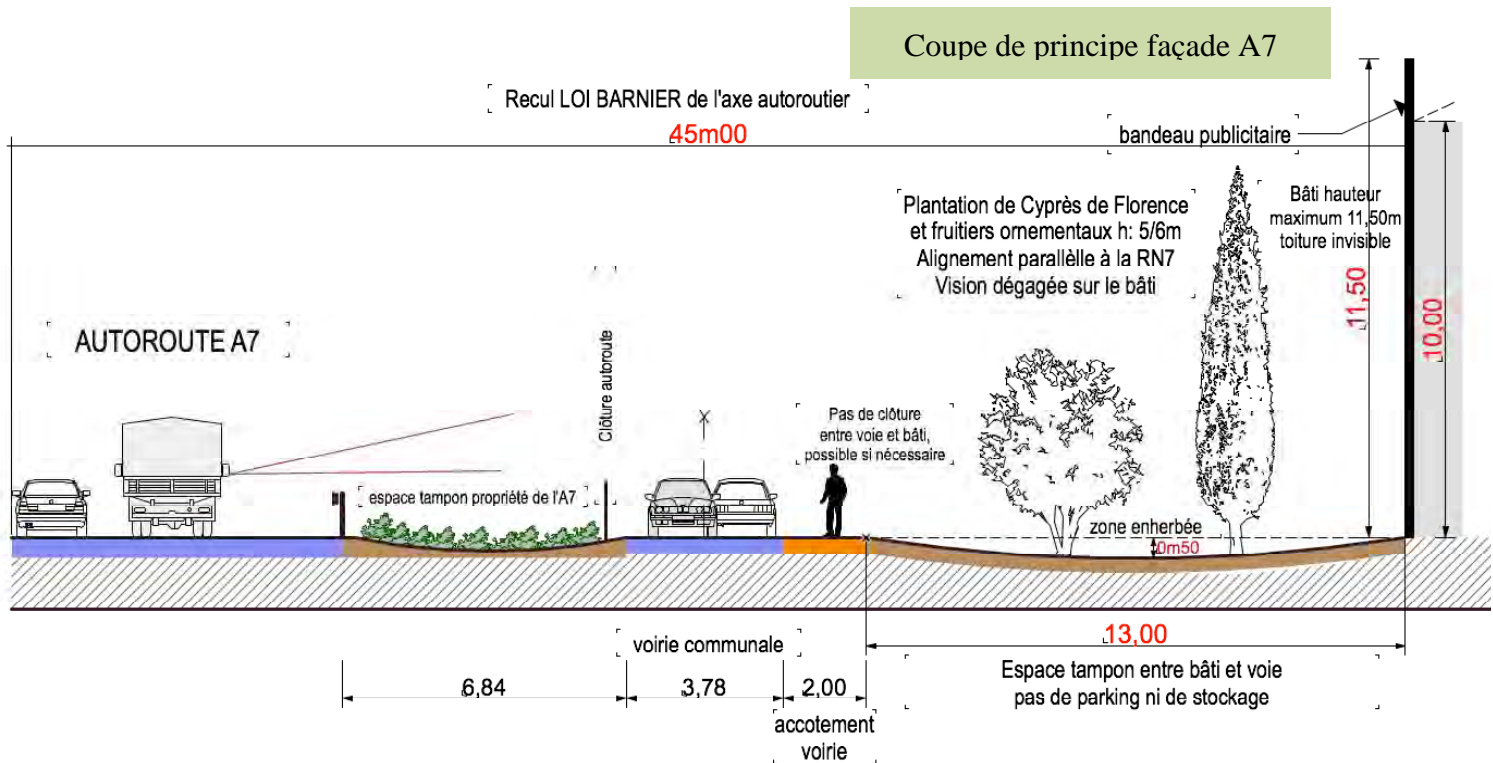


La pollution visuelle peut être considérée comme une nuisance et fait à ce titre, partie intégrante de la réflexion sur l'organisation spatiale de cette première zone.

Positionnés à plus de 20m de l'axe de la RN7 et à plus de 45m de l'axe de la l'A7, les futurs bâtiments paraîtront, grâce à ce recul, moins oppressants pour les usagers de ces deux voies.

Pour éviter un sentiment d'implantation anarchique, ces bâtiments seront alignés sur l'axe des voies, comme le sont les bâtiments industriels existants de grand volume. Enfin, la plantation de fruitiers ornementaux et de Cypres de Florence ont pour but d'atténuer l'impact visuel de ces ouvrages volumineux.

Dès lors, le parti le plus fonctionnel est d'installer les parkings sur la façade opposée à la route, du côté où l'on accède à la parcelle bâtie. Ce fonctionnement correspond à la logique des accès, au comportement spontané des visiteurs de se garer du côté de l'accès, et répond au souci esthétique d'éviter des zones de stockages visibles et souvent peu esthétiques depuis la route nationale 7 et depuis l'autoroute A7.



Concernant la construction de la voie interne principale dans la zone d'activités, sa largeur sera suffisante pour conserver une sécurité maximale et pour permettre un accompagnement paysager qualitatif (alignement d'arbres à l'échelle du territoire, noues plantées, trottoirs aux normes PMR, voies cyclables indépendantes).

Regrouper et unifier la signalétique et les panneaux publicitaires permet, de simplifier la lecture pour les visiteurs ainsi que les livreurs et de valoriser l'espace concerné. Une implantation pour cette signalétique doit être prévue plutôt dans le périmètre du nouveau carrefour giratoire.

Un affichage groupé et commun de la publicité de type TOTEM ou panneau, devra également être prévu juste après le futur carrefour giratoire (exemples photographiques ci dessous).



Exemple d'accumulation anarchique des panneaux d'information



Exemple d'affichage groupé

4.2 Le volet "urbanisme"

La future organisation urbaine détermine le fonctionnement général de la zone d'activités.

En terme urbanistique, en dehors des caractères paysagers, architecturaux ou de prise en compte des nuisances qui seront traités spécifiquement par la suite, aucune mesure ou aménagement particulier n'est préconisé, compte tenu de l'emplacement de la zone et du type d'occupation du sol à l'avenir.

Étant donné l'éloignement de la zone du centre bourg de PONT DE L'ISÈRE de la ZAC "Les Vinays", il est difficile de concevoir un autre mode d'occupation du sol tel que l'accueil d'activités artisanales, commerciales industrielles ou services.

Les futurs bâtiments en façade de :

- La RN7, seront construits à 20m de l'axe de la voie,
- L'autoroute A7, seront construits à 45m de l'axe de la voie,

Les bâtiments, seront alignés selon l'axe routier pour :

- donner de la cohérence au nouveau site ,
- rester dans la logique urbaine
- respecter l'implantation du bâti le long des voies

L'intérêt général pourra être abordé dans la mesure où certaines parcelles seraient susceptibles d'accueillir des équipements ou services ayant un rayonnement supérieur au strict périmètre de la zone d'étude.

L'activité commerciale ou tertiaire :

Cette activité doit bénéficier d'une exposition de vitrine par rapport à l'axe de communication : la RN 7.

Cela implique, en retour, une qualité d'implantation, de paysage et d'architecture en correspondance, avec son emplacement de manière à promouvoir l'aspect qualitatif de la zone d'activité.

La façade des bâtiments donnant sur la RN 7, doit contribuer à cette nouvelle vision d'entrée de ville pour Pont de l'Isère. Des notions de hauteur, d'alignement, de retrait, de teintes doivent être définies réglementairement afin d'assurer les objectifs qualitatifs fixés. (Voir volet réglementaire)

Emplacement potentiel de PMI

Cet emplacement se trouve en deuxième rideau de la façade RN7, afin de pouvoir entreposer certains matériaux visibles sans nuire à la qualité visuelle du site.

Des principes de hauteur et d'affichage sont à prescrire, tout comme d'éventuels principes d'aménagement. (voir volet réglementaire)

La zone doit être abordée comme un véritable quartier dans le cadre d'un projet urbain précis.



4.2 Le volet paysager

L'insertion de la zone d'activité se base sur une analyse du site qui détermine les points sensibles en terme de paysage. Cette approche permet d'apporter des réponses concrètes, dans le maintien de zone naturelle ou encore dans la localisation d'espaces propres à accueillir des plantations et aménagements paysagers.

Il convient de prendre en compte, le ou les axes visuels depuis la RN7 et les zones sensibles (parties périphériques de la zone d'activité).

Les façades côté RN7 et côté A7, devront faire l'objet d'une plantation de fruitiers ornementaux et/ou de Cyprès de Florence. Création d'un fossé en bordure d'accotement de voirie, pour la sécurité du site et pour éviter la mise en place de clôture. (Néanmoins, celle-ci sera accordée si son utilité était justifiée).

Ces mesures assurent l'insertion paysagère des nouveaux bâtiments, sans toutefois générer une frontière visuelle totale qui aurait tendance à "fermer" la zone sur elle même.

Il n'est effectivement pas nécessaire de «masquer» un projet bien conçu au niveau architectural et urbain.

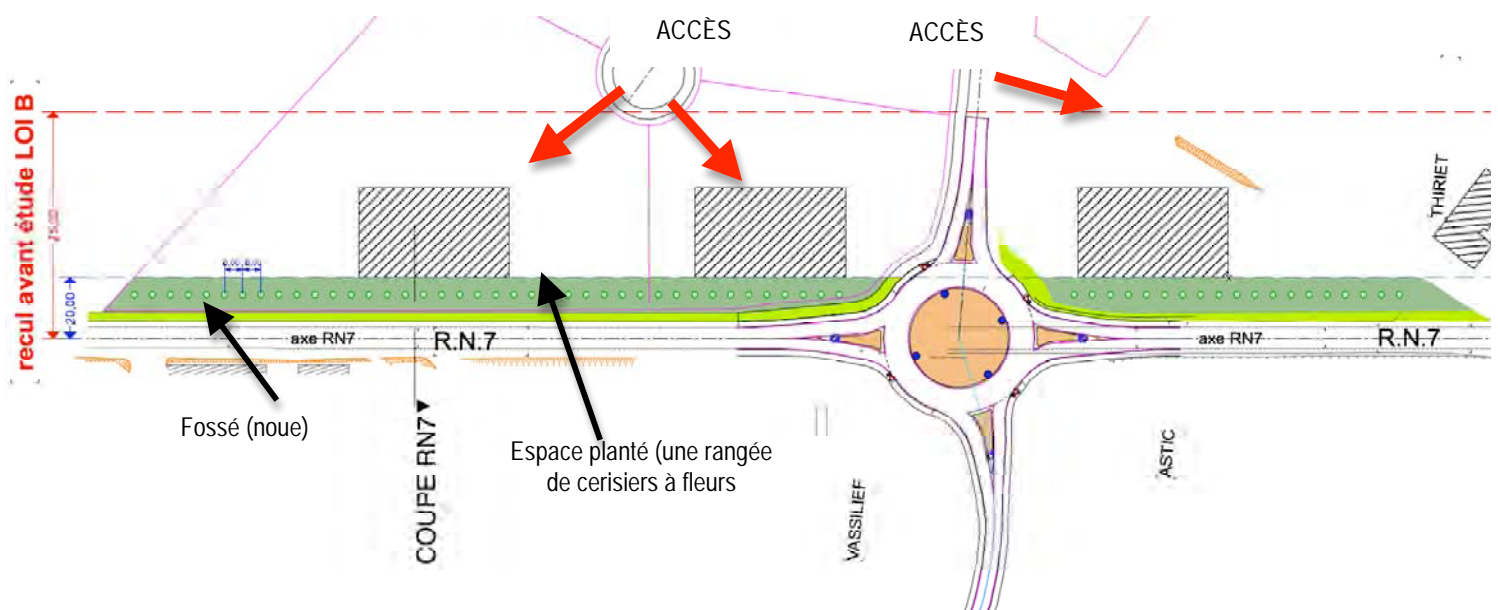
Concernant la façade Route Nationale 7

L'espace devant les bâtiments (zone tampon entre RN7 et futur bâti) sera traité très "sobrement" afin de garantir la qualité des visions sur ce front bâti. Plantation d'une rangée de fruitiers ornementaux avec un revêtement enherbé et création d'un fossé sous forme de noue, en bordure d'accotement de voirie.

Aucun stockage de matériel pour l'activité, ne sera toléré sur cette bande très visible.

Si la surface est coupée en plusieurs lots, on peut prévoir entre eux, une plantation de brise vent orientée Est Ouest (Cyprès de Provence, Peupliers de Simon), faisant référence au parcellaire existant en périphérie et aux traditions de la plaine du Rhône. Cette orientation ne masquera que très partiellement les visions sur le massif du Vercors en fond de paysage à l'Est.

Ce sont les effets d'alignement, d'homogénéité des volumes bâtis qui feront la qualité de ce front visuel.



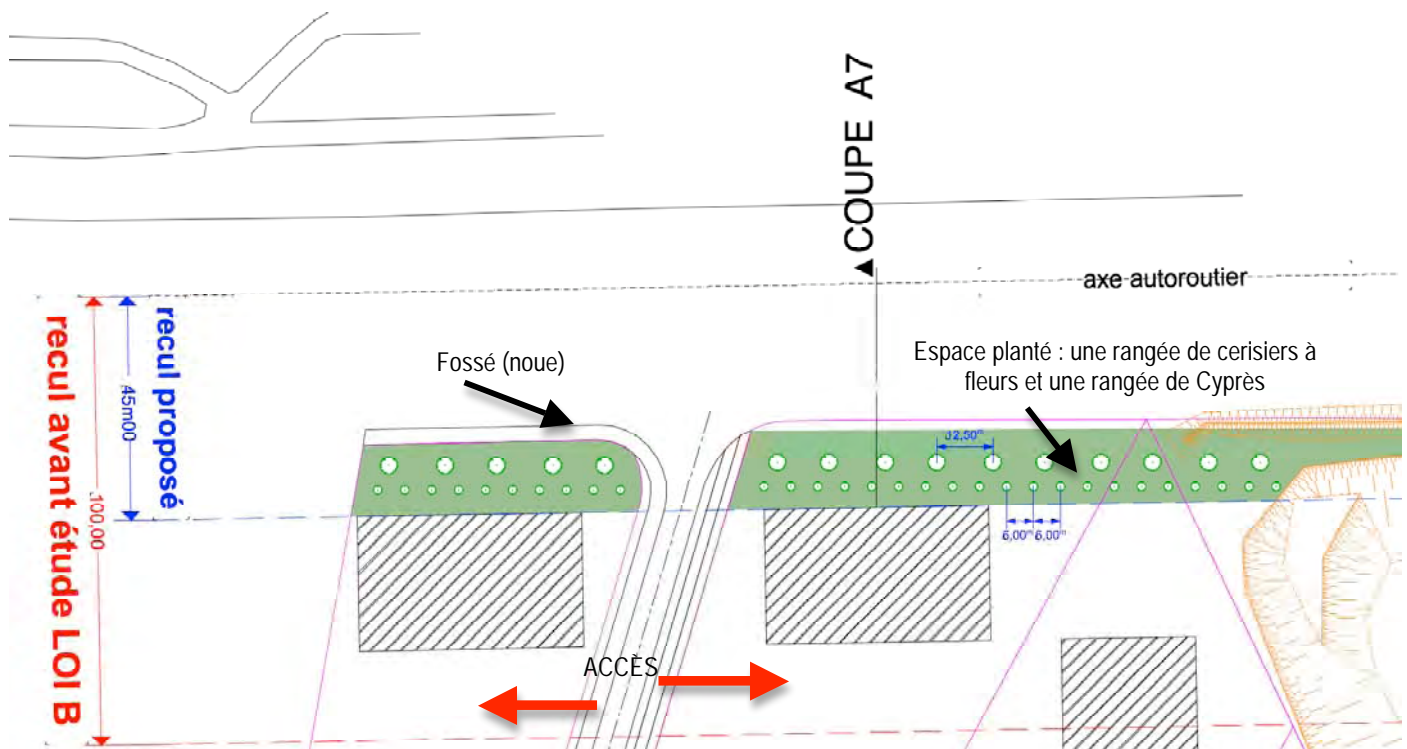
Concernant la façade autoroutière

L'espace devant les bâtiments (zone tampon entre A7 et futur bâti) sera également traité très "sobrement" afin de garantir la qualité des visions sur ce front bâti.

Plantation d'une rangée de fruitiers ornementaux et Cyprès de Florence avec un revêtement enherbé et création d'un fossé sous forme de noue, en bordure d'accotement de voirie.

Aucun stockage de matériel pour l'activité, ne sera toléré sur cette bande très visible.

Si la surface est coupée en plusieurs lots, on peut prévoir entre eux, une plantation de brise vent orientée Est Ouest (Cyprès de Provence, Peupliers de Simon), faisant référence au parcellaire existant en périphérie et aux traditions de la plaine du Rhône. Cette orientation ne masquera que très partiellement les visions sur le massif du Vercors en fond de paysage à l'Est.



CHOIX DE LA VÉGÉTATION

Les végétaux en bord de voirie seront :

Pour la RN7 des cerisiers à fleurs

Pour l'autoroute A7 des Cerisiers à fleurs et des Cyprès de Florence

Les essences plantées, support des constructions à usage d'activité, sont des essences locales.

Pour la création de ces haies, on préférera aux thuyas, troènes, lauriers et autres essences génériques, des haies défensives constituées de végétaux piquants : Berberis (Épine vinette), Zanthoxylum (Poivrier du Japon), Poncirus (citronnier horticole), Paliurus (Épine du Christ).

Ces essences très efficaces en matière d'intrusion seront préférées aux clôtures métalliques.

Prévoir sur les parkings, des arbres d'ombrages (type sophora ou albizzia résistants au fort vent) si l'activité occasionne des visiteurs.

Les zones de récupération des eaux de surfaces seront traitées de façon paysagère : noues ou bassins paysagers et non comme de simples bassins d'orage rarement esthétiques.



Exemple de bassins paysagers



4.4 Le volet architectural

L'ouverture à l'urbanisation devra se faire sous la forme d'une opération d'aménagement d'ensemble devant respecter les principes d'aménagement étudiés dans le présent document.

Le volume, la hauteur, les teintes du bâti concernent directement le volet architectural de la loi Barnier.

L'effort architectural doit être retranscrit dans le règlement du document d'urbanisme.

L'enjeu est de donner une image cohérente à la voie afin que le lieu devienne un secteur valorisant pour l'entreprise, comme pour les clients et les employés mais également une véritable entrée de ville.

La configuration foncière, la localisation et le niveau d'équipements existants de cette voie nécessitent cette réflexion d'ensemble.

Dans le cas présent, il paraît opportun d'adapter la taille des parcelles en fonction de leur destination, afin d'éviter notamment, qu'une petite structure ne se retrouve dans un espace démesuré.

Les prescriptions architecturales permettent d'assurer la qualité globale de la zone d'activité. Il est toutefois nécessaire de trouver le «juste milieu» entre des règles trop contraignantes ou trop souples.

Les prescriptions générales:

1) Concernant la façade de la Route Nationale 7

Les constructions doivent s'adapter à la topographie naturelle du terrain afin de ne pas bouleverser le paysage en place. Les bâtiments devront s'aligner selon les schémas de principe étudiés, pour donner une homogénéité à l'ensemble des implantations.

Dans un même souci d'homogénéité avec les ouvrages en place et d'esthétique visuelle, les toitures avec acrotères comme les bâtiments en place et la hauteur maximale de l'ouvrage sera réglementée à :

R + 1 avec une hauteur maximum de 7m50 à l'acrotère, afin d'éviter des architectures trop "écrasantes" en façade de voie.

Une certaine homogénéité dans le bâti sera demandée en évitant des couleurs ou des matériaux trop singuliers.

Les matériaux destinés à être enduits (parpaings, briques) ne pourront être utilisés à nu et devront être enduits.

Les toitures plates et végétalisées sont autorisées, voire conseillées, (rétention progressive des eaux de pluies, isolation naturelle).

La publicité et les enseignes seront intégrées dans la façade (bandeau de 1 mètre de haut) et ne devront pas dépasser la hauteur du volume bâti. Le permis d'aménager pourra éventuellement imposer un bandeau destiné à la publicité à une hauteur définie précisément.

Les clôtures devront avoir un aspect homogène : grillages en mailles soudées de couleur vert foncé (rappel du vert des vergers environnants), sur la totalité de la zone et hauteur limitée à 2m et 2,5 m pour les zones extérieures de stockage.

Seront préconisées pour remplacer les clôtures métalliques, des haies défensives constituées de végétaux piquants dont la hauteur adulte sans taille varie entre 2 et 3m.

Les couleurs des façades et des toitures devront être de même ton avec des possibilités de variantes.

Afin de rester dans les couleurs pratiquées, les couleurs autorisées sont pour les façades des bâtiments :

- Les teintes claires : RAL 7013, 7014, 7015, 7035, 7044, 9001, 9002,

Les couleurs autorisées pour les huisseries sont:

- RAL 1032, 1033, 6017, 6018, 7030 7038,

2) Concernant la façade de l'AUTOROUTE A7

Les constructions doivent s'adapter à la topographie naturelle du terrain afin de ne pas bouleverser le paysage en place. Les bâtiments devront s'aligner selon les schémas de principe étudiés, pour donner une homogénéité à l'ensemble des implantations.

Dans un même souci d'homogénéité avec les ouvrages en place et d'esthétique visuelle, un acrotère sera obligatoire pour tous les bâtiments, la hauteur maximale le long de la route sera réglementée à :

R+ 2 avec une hauteur de 11m50 maximum à l'acrotère, afin d'éviter des architectures trop "écrasantes" en façade de voie.

Une certaine homogénéité dans le bâti sera demandée en évitant des couleurs ou des matériaux trop singuliers.

Les matériaux destinés à être enduits (parpaings, briques) ne pourront être utilisés à nu et devront être enduits.

Les toitures plates et végétalisées sont autorisées, voire conseillées, (rétention progressive des eaux de pluies, isolation naturelle) .

La publicité et les enseignes seront intégrées dans la façade (bandeau de 1 mètre de haut) et ne devront pas dépasser la hauteur du volume bâti. Le permis d'aménager pourra éventuellement imposer un bandeau destiné à la publicité à une hauteur définie précisément.

Les clôtures devront avoir un aspect homogène : grillages en mailles soudées de couleur vert foncé (rappel du vert des vergers environnants), sur la totalité de la zone et hauteur limitée à 2m et 2,5 m pour les zones extérieures de stockage.

Les couleurs des façades devront être de couleurs en présence, avec des possibilités de variantes.

Les couleurs autorisées sont pour les façades des bâtiments :

si bardage métallique

Teintes sombres similaires aux masses boisées en présence sur le site

RAL 6004 à 6009, 6012, 6020, 6028, 6029

Les couleurs autorisées pour les huisseries sont:

- Le gris RAL 7035 à 7038, 7040, 7042, 9018

L'application de toutes autres couleurs correspondant à une charte graphique de l'entreprise ne devra pas couvrir plus de 10 % de la façade principale du bâtiment.

Le parti d'aménagement proposé impose au bâti qui s'implantera, une relative homogénéité sur les plans des implantations, de l'architecture des bâtiments et du traitement des espaces paysagés, tout en permettant une relative souplesse "encadrée" des concepteurs.

Les prescriptions définies devront apporter un cadre réglementaire global mais laisseront évidemment place à la conception architecturale individuelle.

INFORMATION PALETTE RAL

Les teintes préconisées sont tirées du tableau ci-dessous pour information

BASE GÉNÉRALE DES COULEURS PRÉCONISÉES

1000	1001	1002	1003	1004	1005	1006	1007
1011	1012	1013	1014	1015	1016	1017	1018
1019	1020	1021	1023	1024	1027	1028	1032
1033	1034	2000	2001	2002	2003	2004	2008
2009	2010	2011	2012	3000	3001	3002	3003
3004	3005	3007	3009	3011	3012	3013	3014
3015	3016	3017	3018	3020	3022	3027	3031
4001	4002	4003	4004	4005	4006	4007	4008
4009	5000	5001	5002	5003	5004	5005	5007
5008	5009	5010	5011	5012	5013	5014	5015
5017	5018	5019	5020	5021	5022	5023	5024
6000	6001	6002	6003	6004	6005	6006	6007
6008	6009	6010	6011	6012	6013	6014	6015
6016	6017	6018	6019	6020	6021	6022	6024
6025	6026	6027	6028	6029	6032	6033	6034
7000	7001	7001	7002	7003	7004	7005	7006
7008	7009	7010	7011	7012	7013	7015	7016
7021	7022	7023	7024	7026	7030	7031	7032
7033	7034	7035	7036	7037	7038	7039	7040
7042	7043	7044	8000	8001	8002	8003	8004
8007	8008	8011	8012	8014	8015	8016	8017
8019	8022	8023	8024	8025	8028	9001	9002
9003	9004	9005	9010	9011	9016	9017	9018



EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
REUNION DU 03 NOVEMBRE 2008

DELIBERATION N° 03112008.02

L'an deux mille huit le trois novembre, le Conseil municipal de la Commune de PONT DE L'ISERE, régulièrement convoqué le vingt trois octobre deux mil huit, s'est réuni en séance publique, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Lucien BONNET, Maire.

Nombre de
conseillers en
exercice : 23
Nombre de
conseillers
présents : 21
Date de
convocation :
23/10/2008

Nombre de conseillers en exercice : 23
Nombre de conseillers présents : 21
Nombre de conseillers représentés : 00

Présents : Mr BONNET Lucien, Mme LAMBERT Marie-Claude, Mr DE OLIVEIRA Denis, Mr ROUX Daniel, Mme FONTANET Elisabeth, Mr PIZIEUX Marc, Mme POUILLY Isabelle, Mme SAVIN Christiane, Mr SIFFLET Jacques, Mr BIGI Pascal, Mr MAGNIN Pierre, Mr FAURE Christian, Mme CHASTAGNIER Isabelle, Mr PLANTIER Claude, Mme ESPRIT Valérie, Melle REGACHE Virginie, Mr TOURET Patrick, Mme Mr BUFFIERE Jacky, Mr HOLLANDER Dominique, Mr RENAUD Claude. Mme CASTELLO Christel,

Absents excusés : Mme BLACHE Martine. Mr WEIBEL Jean-Christophe.

Secrétaire de séance : Mme POUILLY Isabelle a été élue secrétaire de séance

OBJET : DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Monsieur le maire informe le conseil municipal des dispositions relatives au Droit de Préemption Urbain (DPU).

Vu les articles R211.1 et suivants du Code de l'Urbanisme

Vu les articles R211.1 et suivants du Code de l'Urbanisme

Le conseil municipal peut décider d'instituer le DPU conformément aux textes en vigueur sur la totalité des zones urbaines (zone U) et d'urbanisation future (zone AU) du territoire communal ou sur certaines parties d'entre elles seulement.

Vu la délibération du conseil municipal en date du 03 novembre 2008 approuvant la révision du plan local d'urbanisme.

Après avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents, le conseil municipal décide :

- D'appliquer le droit de préemption urbain à la totalité des zones U et des zones d'urbanisation future **AU conformément au plan ci -annexé**

- De transférer à la Communauté de communes « Pays de l'Hermitage » le droit de préemption sur les zones Ui reconnues d'intérêt communautaire.

De donner délégation au maire, conformément à l'article L2122.22-15 du Code Général des Collectivités Territoriales pour l'exercice du DPU sur le périmètre défini au plan ci-joint.

La présente délibération sera notifiée à Monsieur le Préfet de la Drôme. Elle deviendra exécutoire lorsque toutes les formalités suivantes seront réalisées :

1) Affichage pendant un mois de la délibération, le point de départ étant celui du 1^{er} jour de l'affichage.

2) Accomplissement des mesures de publicité prévues à l'article R211.2 du Code de l'Urbanisme (publication dans deux journaux diffusés dans le Département).

Pour extrait certifié conforme.
Pont-de-l'Isère, le 03 novembre 2008

Le maire
Lucien BONNET

Certifié exécutoire compte tenu :
De la transmission en Préfecture de Valence le : 28 novembre 2008
De la publication le : 06 novembre 2008
De la notification le :
Pont de l'Isère, le 1^{er} décembre 2008
Le Maire, Lucien BONNET

Département
DROME
Arrondissement
VALENCE
Commune de
PONT DE L'ISÈRE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRÊTE DU MAIRE N° 2008.133
Portant mise à jour du plan local d'urbanisme de la commune de Pont de l'Isère

- Le Maire de la Commune de PONT DE L'ISÈRE,
- Vu les articles R211.1 à R221.8 du Code de l'Urbanisme concernant les Droits de Prémption Urbain.
 - Vu la délibération du Conseil Municipal approuvant la révision n°1 du PLU en date du 3 novembre 2008.
 - Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 3 novembre 2008 instituant un droit de préemption urbain sur les zones U et UA.
 - Vu le plan ci-annexé, délimitant le droit de préemption urbain.

A R R E T E

Article 1 : Le plan local d'urbanisme de la commune de Pont de l'Isère est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet est reporté sur le plan ci-joint à annexer au PLU, le périmètre du droit de préemption urbain.

Article 2 : La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public à la Mairie.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

Article 4 : Copie de cet arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de la Drôme.

Fait à Pont de l'Isère,
Le 24 novembre 2008

Le Maire

-certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et sa publication.

Publié, le 1^{er} décembre 2008.
Notifié, le

Le Maire,
Lucien BONNET



Le Maire

Lucien BONNET



3 NOVEMBRE 2008

Intervente	DESCRIPTION	Montant (€)	Surface d'opération (m²) (ou m³ ou volume ou autres)
DR 1	Aménagement d'une place publique	10000000	200 m²
DR 2	Aménagement d'un carrefour sécurisés selon la loi 67 et les axes d'actes des Plans d'Urbanisme	10000000	300 m²
DR 3	Construction d'un centre de loisirs de la zone d'habitat à partir de la loi 67	10000000	100 m²
DR 4	Construction d'un centre de loisirs de la zone d'habitat à partir de la loi 67	10000000	100 m²
DR 5	Aménagement d'un espace public et l'aménagement de la zone de l'habitat à partir de la loi 67	10000000	100 m²
DR 6	Aménagement d'un espace public et l'aménagement de la zone de l'habitat à partir de la loi 67	10000000	100 m²
DR 7	Aménagement d'un espace public et l'aménagement de la zone de l'habitat à partir de la loi 67	10000000	100 m²
DR 8	Aménagement d'un espace public et l'aménagement de la zone de l'habitat à partir de la loi 67	10000000	100 m²
DR 9	Aménagement d'un espace public et l'aménagement de la zone de l'habitat à partir de la loi 67	10000000	100 m²
DR 10	Aménagement d'un espace public et l'aménagement de la zone de l'habitat à partir de la loi 67	10000000	100 m²
DR 11	Aménagement d'un espace public et l'aménagement de la zone de l'habitat à partir de la loi 67	10000000	100 m²

COMMUNE DE PONT DE L'ISERE

PLAN LOCAL D'URBANISME

7.2 - ANNEXES SANITAIRES

ANNEXES SANITAIRES :

7.2.1 - Alimentation en eau potable

La compétence en matière d'eau relève du Syndicat Intercommunal des Eaux de Pont de l'Isère / La Roche de Glun. Il assure cette compétence par délégation à Véolia Eau - Compagnie Générale des Eaux. Le service assure le captage, le pompage, la production et la distribution d'eau potable. La commune est alimentée par la nappe du Rhône et de l'Isère et, en complément, par une station de pompage « la Croix des Marais » et par deux réservoirs « les Pialoux » et « les Potus ».

1 – BESOIN

1.1 - Population

Population totale INSEE 1975	Population totale INSEE 1982	Population totale INSEE 1990	Population totale INSEE 1999	Desservie actuellement	A DESSERVIR	
					Moyen terme	Long terme
1304	2477	2770	2684	2630	2800	3 200

1.2 - Autres usages (Industries, Agriculture, etc...)

Structures collectives : écoles,

1.3 - Gestion des réseaux

1.3.1- Mode de gestion

- ☐ Régie communautaire
☐ Régie syndicale (nom + siège)
☒ Affermage

Contrat d'affermage à Véolia en date du 01/07/2005

1.3.2 – Mode de facturation

- ☐ au forfait
☒ au m3
☐ binôme

1.3.3 – Abonnés et consommations

- Organisation du contrôle volumétrique
 - de la production : oui
 - de la distribution : oui
- Données générales de la gestion : annuelles

ANNEES	Consommation abonnés (m3/an)	Nb de branchements	Consommation facturée en m3/an/abonné	Consommation facturée en m3/an/habitant
2003- (ensemble des communes)	364 558 m3	2208 abonnés	165	66
2004- (ensemble des communes)	389245 m3	2231 abonnés	174	70
2005- (ensemble des communes)	385 479 m3	2256 abonnés	171	70
2006- (ensemble des communes)	352 281 m3	2263 abonnés	156	64

Nb : les chiffres liés à la commune seule ne sont pas disponibles

1.4 - Etablissement d'un ratio de production (en m3/jour/habitant desservi)

- 156 m3 par an par abonné
- 64 m3 par an par habitant

1.5 – Evaluation des besoins (hypothèses du PLU)

BESOINS	MOYEN TERME	LONG TERME
En m3/an	157 000	180 000

2- RESSOURCES

L'alimentation en eau de la commune de Pont de l'Isère est complétée à partir de l'eau de la nappe alluviale du Rhône exploitée par le puits de la Croix du Marais situé sur la commune de la Roche de Glun.
La commune de Pont de l'Isère n'est pas concernée par la présence d'un captage.

2.1 – Points d'eau exploités

Point d'eau exploité	Alimentation	Débit moyen capté EN 2006	Périmètre de protection	Traitement
Puits « La Croix des Marais »	Nappe de la vallée du Rhône	1588 m3/j	Arrêté de DUP du 04/12/1980	Désinfection par chlore gazeux

2.2 – Qualité des eaux (conclusion des analyses périodiques)

Conforme à la réglementation ;

3 - RESEAU

3.1 – Caractéristiques

Le réseau appartenant au syndicat totalise 95.8 km dont 15.8 km de branchements.
Le nombre de fuites réparées pour l'année 2006 s'élève à 10.

3.2– Réservoirs

Le service de distribution publique est assuré au moyen de 2 réservoirs : « Les Pialoux et les Potus ».

3.4 – Canalisations

Types	Etat
Fonte et PVC	Moyen

3.5 – Service incendie

- 84 poteaux incendie sont répartis sur l'ensemble des deux communes et permettent d'assurer la couverture de l'ensemble des zones urbanisées.

3.6 – Zones à desservir

Les zones à desservir sur la commune de Pont de L'Isère à l'échéance du PLU, sont localisées à proximité immédiate du réseau existant et sont desservies en volume suffisant.

3.7 – Zones nécessitant des renforcements

Certains quartiers Est de la commune de Pont de l'Isère manquent de pression. Il serait bon de prévoir un renforcement du réseau par la traverse de l'autoroute.

4 – CONCLUSION GENERALE « EAUX »

Il existe une seule ressource pour les deux communes, une sécurisation de la production et une recherche d'une nouvelle ressource ont été envisagées, une étude est en cours.

L'année 2006 a été marqué par le renforcement et l'extension du réseau existant celui-ci sera donc suffisamment dimensionné pour desservir les urbanisations actuelles ainsi que celles prévues par le PLU.

Commune de
PONT DE L'ISERE

EAU POTABLE

Ensemble du territoire communal
Echelle : 1 / 5 000

Octobre 2008

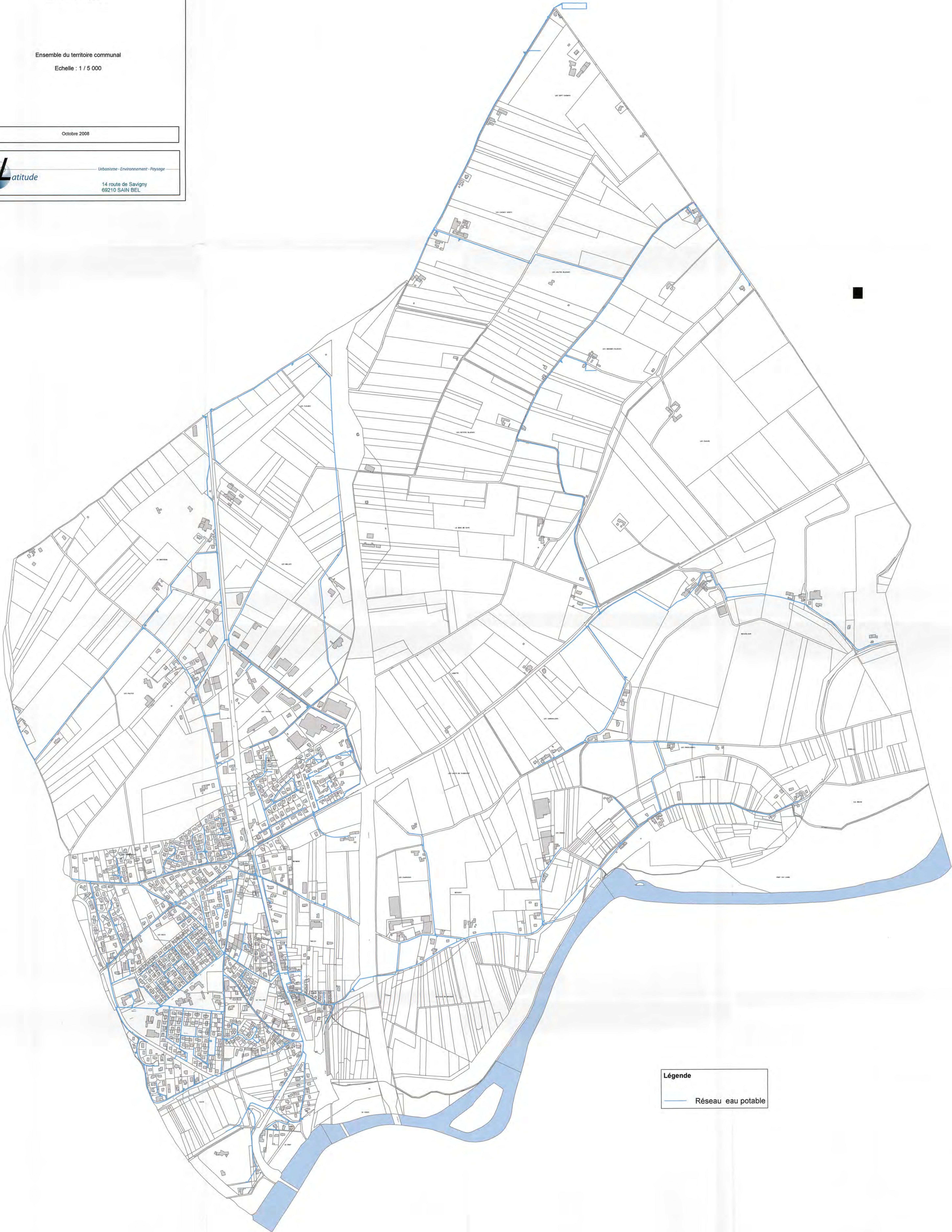


Urbanisme - Environnement - Paysage

14 route de Savigny
69210 SAINT-BEL

Légende

— Réseau eau potable



Commune de
PONT DE L'ISERE

ASSAINISSEMENT

Plan n°1 - ensemble du territoire communal
Echelle : 1 / 5 000

Décembre 2007



Urbanisme - Environnement - Paysage

14 route de Savigny
69210 SAINT-BEL



Légende

— Réseau d'assainissement existant

- - - Réseau d'assainissement projeté

ZONAGE "ASSAINISSEMENT COLLECTIF
ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF"

A	28-02-2008	VG		1 ^{er} diffusion	VG
INDICE	DATE	NOM		NATURE DES MODIFICATIONS	VERIFIER

Fond de Plan dressé par :
P:\Projets\IFFR_2010_PontDeLIsere\RO.00763_01_Technique\DAO\RO00763_zonage_pontisere.dwg

Dossier d'enquête publique
Plan de Zonage

N° DE PLAN :	2
CHEF DE PROJET	V.GENTHIAL
NUMERO D'ETUDE	RO00629
ECHELLE	1/5000
DESSINATEUR	D.DE VALERIO
DATE	AVRIL 2008



AGENCE DE ROMANS
Avenue Pasteur - B.P. 304
26107 ROMANS SUR ISERE CEDEX
Tél. 04 75 72 38 00 - Fax 04 75 03 18 15
E-mail : romans@safege.fr

Ce plan est la propriété de SAFEGE. Il ne peut être reproduit, modifié et diffusé sans autorisation.

LEGENDE:

-  Zone d'assainissement non collectif (secteurs constructibles au P.L.U.)
-  Zone d'assainissement collectif existant (secteurs constructibles au P.L.U.)
-  Zone d'assainissement collectif futur (secteurs constructibles au P.L.U.)
-  Zone d'assainissement non collectif (secteurs non constructibles au P.L.U.)
-  Périmètre de protection captage AEP de la Roche de Giun
-  Aléas fort d'inondation de l'Isère
-  Aléas faible d'inondation de l'Isère
-  Zone du PSS du Rhône



COMMUNE DE PONT DE L'ISERE

PLAN LOCAL D'URBANISME

7.2 - ANNEXES SANITAIRES

ANNEXES SANITAIRES :

7.2.2 - Assainissement

La compétence en matière d'assainissement relève du Syndicat Intercommunal d' Eau et d'Assainissement (SIEA) de Pont de l'Isère, la Roche de Glun et Glun. Il assure cette compétence par délégation à Véolia Eau - Compagnie Générale des Eaux.

Le service de l'assainissement assure la collecte, le traitement et la dépollution des effluents avant rejet au milieu naturel.

1 – ETAT ACTUEL

1.1 – Couverture du réseau

2161 clients sont raccordés au réseau sur les communes de Pont de l'Isère, la Roche de Glun et Glun.

1.2.0 – Industries existantes rattachées au réseau

La majorité des industries sont raccordées au réseau.

1.2.1 – Industries non rattachées

Deux entreprises à « Charassis » et à « Désagnys » ne sont pas raccordées au réseau collectif. Elles disposent donc d'un système d'assainissement autonome particulier. Toutefois, une extension du réseau d'assainissement est en cours et permettra de raccorder ces entreprises à l'échéance du printemps 2008.

1.2 – Zone desservie par le réseau (cf plan)

Le réseau, en grande partie unitaire, sauf le long de la RN 7 (séparatif) dessert 90 % de la population. Une centaine d'habitations (hameaux et habitat dispersé) ne sont reliés à aucun système collectif d'épuration et sont donc assainis par des systèmes non collectifs.

1.3 – Type de réseau (totalité du réseau)

☐ Séparatif

☒ Mixte

☐ Unitaire

1.4– Station d'épuration

Le refoulement des effluents est acheminé vers l'usine de dépollution de la Roche de Glun. Cet ouvrage mis en service en 2003 est de type boues activées et est dimensionné pour une population de 8000 équivalents habitants.

Sa capacité épuratoire en DBO5 (KG/J) est de 480 et sa capacité hydraulique (m3/j) est de 1680.

Le réseau étant en grande partie de type unitaire, les volumes journaliers à traiter sont variables selon les périodes de l'année et les conditions météorologiques.

En 2005 le volume arrivant (m3/j) était de 1022 contre 995 en 2006.

Le fonctionnement de la station est satisfaisant, en moyenne la charge reçue et traitée pour l'année 2006 a été de 4548 Equivalents Habitants.

Elle comporte deux filières de traitement :

- la filière eau :

Traitement des eaux

Relèvement général

Dégrilleur, dessableur et deshuileur

Bassin d'aération

Clarificateur

- la filière boues

Cuve silo
Centrifugeuse
Compostage

1.5- Les eaux pluviales

L'écoulement des eaux pluviales sur la commune de Pont de l'Isère s'effectue par l'intermédiaire d'un réseau pluvial constitué de tronçons non canalisés (fossés, caniveaux, ravins, ruisseaux ...).

1.6- Assainissement individuel

Le contrôle des systèmes d'assainissement non collectifs est de la compétence du SPANC.

1.7- Risques principaux de pollution des eaux et carences

Aucune donnée.

1.8- Gestion des réseaux de la station

- ☐ Régie communautaire
☐ Régie syndicale (nom et siège)
☒ Affermage ou concession

Contrat d'affermage à Véolia du: 01/07 /2005

2 - RESEAU FUTUR

2.1- Les projets et réalisations récentes

L'ensemble des zones constructibles à court et moyen terme sont soit desservies par le réseau collectif d'assainissement (zones U et au ouvertes à l'urbanisation), soit le seront à court terme. Les travaux sont terminés pour les zones U des Charassis et Desagnys.

2.2- Conclusion générale

Le réseau collectif d'assainissement actuel et en cours de renforcement correspond aux extensions urbaines programmées par le PLU : les secteurs d'extension résidentielle et l'extension de la Zone d'Activités seront reliées à l'assainissement collectif. Aucune extension urbaine n'est prévue dans les secteurs d'assainissement autonome.

COMMUNE DE PONT DE L'ISERE

PLAN LOCAL D'URBANISME

7.2 - ANNEXES SANITAIRES

ANNEXES SANITAIRES :

7.2.3 - Ordures ménagères

L'organisation générale

La collecte des ordures ménagères reste de la compétence du Syndicat Intercommunal Rhodanien de Collecte et Traitement des Ordures Ménagères. Il couvre un large territoire : 48 communes dont 43 sont regroupées au sein de 4 Communautés de Communes les communes. Pont de l'Isère appartient à la Communauté de Communes du « Pays de l'Hermitage » et dépend de ce syndicat pour la collecte des ordures ménagères. Ainsi le SIRCTOM affiche une population totale de 59 893 habitants.

La collecte:

Sur Pont de l'Isère, la collecte est assurée par le SIRCTOM, en porte à porte, deux fois par semaine.

La collecte sélective s'effectue par l'intermédiaire de huit « points propres » en apport volontaire pour :

- le verre ;
- bouteilles plastiques, emballages pour liquide alimentaires et boites métalliques appelés « **corps creux** » ;
- les papiers-cartons également dénommés « **corps plats** ».

Depuis 2005, les colonnes d'apport volontaire sont vidées selon un planning fixe, qui intègre un passage tous les 15 jours pour la majorité des sites, et ceux ayant plus de succès sont visités toutes les semaines.

Quatre déchetteries sont mises en service par le SIRCTOM et sont localisées à St Sorlin en Valloire, Mercurol, Chateaufort de Galaure et Andancette. Ces déchetteries accueillent les particuliers et les artisans qui peuvent déposer les matériaux suivants : papiers-cartons, déchets ménagers spéciaux, déchets verts, gravats, métaux et gros ménagers, pneumatiques, batteries dans les bennes prévues à cet effet.

Commune	Nombre de PAV	Temps de collecte (h/an)
Pont de l'Isère	8	286

Le traitement des ordures :

Les ordures ménagères et déchets assimilés collectés par le SIRCTOM par les camions BOM sont traités au CET des Grises (sur la commune de St Sorlin en Valloire) exploité par le SYTRAD.

Un compacteur pour les déchets verts a été mis en place sur la déchetterie de Mercurol et celle d'Andancette, ce compacteur est ensuite acheminé vers des plateformes de compostage.

Les modes de traitement

Les déchets recyclables sont traités et valorisés de la façon suivante :

- -les bouteilles plastiques sont livrées au SYTRAD (centre de tri à Porte les Valence) qui les trie et les conditionne afin de permettre une valorisation dans les différentes filières de recyclage indiquées par Eco emballages ;
- -le verre est collecté en PAV et par les colonnes installées sur les déchetteries ;
- -les papiers-cartons sont livrés au SYTRAD

Valorisation des déchets :

➤ Recyclage

- Déchets verts : Compostage,
- Journaux- magazines et gros cartons : groupe Soulier,
- Cartonnettes : Emin-Leydier (filiale désignée par Eco Emballage),
- Acier : Arcelor Packaging France,
- Aluminium : Affimet France,
- Brique alimentaire : 90% Espagne et 10 % France,
- P.E.T coloré et incolore et PEHD : Italie et France,
- Verre : Société SOLOVER.

➤ **Les tonnages**

Commune	« corps plats »		« corps creux »		« verre »	
	Tonnes/an	Kg/hab*/an	Tonnes/an	Kg/hab*/an	Tonnes/an	Kg/hab*/an
PONT DE L'ISERE	65.75	23.91	14.78	5.37	79.66	28.97

* La population prise en compte est celle résultant des données DGF publiées par les préfectures.

Les coûts de traitement et de gestion

	euros/ hab	commune
Gestion	3.78	12 545.82
Communication	0.72	2389.68
Collectes sélectives	5.78	19 183.82
Déchetteries	11.38	37 770.22
Conteneurisation	4.42	14 669.98
Collecte OM	17.37	57 651.03
Traitement	13.33	44 242.27
TOTAL	56.78	188 452.82

ARRETE N°748

LE PREFET DE LA DROME Chevalier de la Légion d'Honneur Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1,

Vu la loi n° 92-1444 du 31 Décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,

Vu le décret n° 95-20 pris pour application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et leurs équipements,

Vu le décret 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,

Vu les avis formulés par les communes entre le 30 Octobre et le 20 Décembre 1998,

Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Équipement en date du 20 Janvier 1999,

Arrête :

Article 1

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Drôme aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentés sur les plans joints en annexe.

Article 2

Les tableaux suivants donnent pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain.

Ces tableaux sont classés dans l'ordre suivant :

- 1 - Classement des routes nationales
- 2 - Classement des routes départementales hors limite d'agglomération des communes de Valence, Bourg lès Valence, Romans sur Isère, Bourg de Péage, Montélimar et Pierrelatte.
- 3 - Classement des autoroutes A7 et A49

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RN 7 Drôme Nord	PR 0.000 à PR 28.000	SAINT RAMBERT D'ALBON CROZES HERMITAGE ANDANCETTE BEAUSEMBLANT LAVEYRON SAINT VALLIER PONSAS SERVES SUR RHONE EROME GERVANS TAIN L'HERMITAGE	3	100 m	ouvert
RN 7 Tain centre	PR 28.000 à PR 28.700	TAIN L'HERMITAGE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sortie Tain	PR 28.700 à PR 30.140	TAIN L'HERMITAGE	3	100 m	ouvert
RN 7 Tain sud	PR 30.140 à PR 36.140	TAIN L'HERMITAGE MERCUROL LA ROCHE DE GLUN PONT D'ISERE	2	250 m	ouvert
RN7 Pont d'Isère	PR 36.140 à PR 37.200	PONT D'ISERE	3	100 m	ouvert
RN 7 Sud Pont d'Isère	PR 37.200 à PR 45.000	PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 7 Valence	PR 45.000 à PR 48.770	BOURG LES VALENCE VALENCE	3	100 m	ouvert
RN 7 Portes les valence	PR 48.770 à PR 49.565	VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 7 Valence sud	PR 49.565 à PR 56.340	VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RN 7 La Paillasse	PR 56.340 à PR 56.780	ETOILE SUR RHONE	2	250 m	profil en "U"
RN7 sud Etoile	PR 56.780 à PR 63.200	ETOILE SUR RHONE LIVRON	3	100 m	ouvert
RN 7 Livron centre	PR 63.200 à PR 64.640	LIVRON	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Livron	PR 64.640 à PR 66.175	LIVRON LORJOL	2	250 m	ouvert
RN 7 sud Lorigol	PR 66.175 à PR 72.240	LORJOL CLIOUSCLAT SAULCE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RN 7 Saulce centre	PR 72.240 à PR 73.000	SAULCE SUR RHONE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Saulce	PR 73.000 à PR 76.700	SAULCE SUR RHONE LES TOURETTES	3	100 m	ouvert
RN 7 tourettes 1	PR 76.700 à PR 77.000	LES TOURETTES	2	250 m	ouvert
RN 7 tourettes 2	PR 77.000 à PR 77.700	LES TOURETTES	3	100 m	ouvert
RN 7 sud Tourettes	PR 77.700 à PR 78.700	LES TOURETTES LA COUCOURDE	2	250 m	ouvert
RN 7 Coucourde	PR 78.700 à PR 80.550	LA COUCOURDE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Coucourde	PR 80.550 à PR 85.000	LA COUCOURDE SAVASSE	2	250 m	ouvert
RN 7 savasse	PR 85.000 à PR 85.980	SAVASSE	3	100 m	ouvert
RN 7 sud Drôme	PR 85.980 à PR 114.400	SAVASSE MONTELMAR CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE DONZERE PIERRELATTE	2	250 m	ouvert
RN7 limite vaucluse	PR 114.400 à PR 118.807	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RN 607	PR 0.000 à PR 0.340	VALENCE	3	100 m	ouvert
RN 1532	PR 0.000 à PR 9.952 (totalité)	VALENCE MALISSARD CHABEUIL	2	250 m	ouvert
DEVIATION DE BOURG LES VALENCE	TOTALITE	VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE BOURG LES VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 632 (1)	PR 5.000 à PR 17.540	VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE ALIXAN BOURG DE PEAGE CHATEAUNEUF SUR ISERE	2	250 m	ouvert
RN 632 (2)	PR 17.540 à PR 18.520	BOURG DE PEAGE	3	100 m	ouvert
RN 632 (3)	PR 18.520 à PR 20.790	BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET	4	30 m	ouvert
RN 632 (4)	PR 20.790 à PR 35.390	BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET BEAUREGARD BARET JAILLANS EYMEUX HOSTUN LA BAUME D'HOSTUN SAINT NAZAIRE EN ROYANS	3		ouvert
RN 632 (5)	PR 35.390 à PR 35.495	SAINT NAZAIRE EN ROYANS	2	250 m	profil en "U"
RN 102 (1)	PR 0.000 à PR 1.250	MONTELIMAR	3	100 m	ouvert
RN 102 (2)	PR 1.250 à PR 3.835	MONTELIMAR	2	250 m	ouvert
RN 92 (1)	PR 0.000 à PR 0.500	BOURG DE PEAGE	3	100 m	profil en "U"
		ROMANS SUR ISERE			
RN 92 (2)	PR 0.500 à PR 2.370	ROMANS SUR ISERE	4	30 m	ouvert
RN 92 (3)	PR 2.370 à PR 7.000	ROMANS SUR ISERE SAINT PAUL LES ROMANS	3	100 m	ouvert
RN 92 (4)	PR 7.000 à PR 7.200	SAINT PAUL LES ROMANS	2	250 m	profil en "U"
RN 92 (5)	PR 7.200 à PR 8.538	SAINT PAUL LES ROMANS	3	100 m	ouvert
RN 92A	PR 0.000 à PR 1.800	ROMANS SUR ISERE CHATUZANGE LE GOUBET	3	100 m	ouvert
RN 96	PR 0.144 à PR 2.696	TAIN L'HERMITAGE MERCUROL	3	100 m	ouvert
RN 304	PR 0.000 à PR 4.000	LORJOL	3	100 m	ouvert
RN 75	PR 0.000 à PR 9.550	LUS LA CROIX HAUTE	3	100 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 1	PR 5.880 à PR 7.500	ANNEYRON	3	100 m	ouvert
RD 1	PR 7.500 à PR 8.300	ANNEYRON	4	30 m	ouvert
RD 1	PR 8.300 à PR 9.0	ANNEYRON	4	30 m	profil en "U"
RD 6	PR 0.800 à PR 2.516	MONTELIMAR	4	30 m	ouvert
RD 6	PR 2.516 à PR 3.0	MONTELIMAR	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 0.0 à PR 1.300	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 1.300 à PR 2.129	BOURG LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 7	PR 2.129 à PR 2.354	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 2.354 à PR 2.517	BOURG LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 2.517 à PR 3.760	VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 3.760 à PR 5.528	PORTES LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 5.528 à PR 6.500	PORTES LES VALENCE	3	100 m	profil en "U"
RD 7	PR 6.500 à PR 7.802	PORTES LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 7.802 à PR 9.347	ETOILE SUR RHONE	4	30 m	ouvert
RD 11	PR 1.735 à PR 4.220	MONTELIMAR	3	100 m	ouvert
RD 61	PR 0.0 à PR 0.878	SAINT VALLIER	4	30 m	ouvert
RD 61	PR 0.878 à PR 1.256	SAINT VALLIER	3	100 m	ouvert
RD 61	PR 1.256 à PR 3.880	SAINT BARTHELEMY DE VALS	3	100 m	ouvert
RD 61A	PR 0.0 à PR 0.675	SAINT VALLIER	3	100 m	profil en "U"
RD 63	PR 7.343 à PR 9.359	PEYRINS	3	100 m	ouvert
RD 63	PR 9.359 à PR 9.500	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	ouvert
RD 63	PR 9.500 à PR 9.700	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	profil en "U"
RD 63	PR 9.700 à PR 12.334	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	ouvert
RD 69	PR 9.830 à PR 10.518	SAINT RESTITUT	3	100 m	ouvert
RD 69	PR 10.518 à PR 11.196	SOLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 69	PR 11.196 à PR 12.508	SAINT RESTITUT	3	100 m	ouvert
RD 69	PR 12.508 à PR 18.200	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 69	PR 18.423 à PR 19.280	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 69	PR 19.280 à PR 19.448	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert
RD 69	PR 22.800 à PR 25.765	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert
RD 68	PR 2.819 à PR 3.430	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 68	PR 3.430 à PR 10.333	CHABEUIL	3	100 m	ouvert
RD 71	PR 12.435 à PR 12.477	SOLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 71	PR 12.477 à PR 14.421	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 1.920 à PR 2.984	MONTELIMAR	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 2.984 à PR 6.440	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 6.440 à PR 7.200	CHATEAUNEUF DU RHONE	4	30 m	ouvert
RD 73	PR 7.200 à PR 7.500	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	profil en "U"
RD 73	PR 7.500 à PR 7.785	CHATEAUNEUF DU RHONE	4	30 m	ouvert
RD 73	PR 7.785 à PR 8.860	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 11.880 à PR 13.915	EURRE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 13.915 à PR 15.524	CREST	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 15.524 à PR 18.340	CREST	4	30 m	ouvert
RD 93	PR 18.340 à PR 20.395	AOSTE SUR SYE	4	30 m	ouvert
RD 93	PR 20.395 à PR 21.895	AOSTE SUR SYE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 21.895 à PR 27.760	MIRABEL ET BLACONS	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 27.760 à PR 33.740	SAILLANS	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 33.740 à PR 36.0	ESPENEL	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 36.0 à PR 38.122	VERCHENY	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 16.191 à PR 17.175	SUZE LA ROUSSE	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 23.800 à PR 24.153	TULETTE	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 24.153 à PR 24.700	TULETTE	4	30 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 94	PR 24.700 à PR 25.100	TULETTE	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 25.100 à PR 25.656	TULETTE	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 38.310 à PR 39.450	VINSOBRES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 39.450 à PR 42.811	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 42.811 à PR 44.310	NYONS	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 44.310 à PR 44.996	NYONS	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 44.996 à PR 47.000	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 47.000+B129 à PR 47.800	AUBRES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 47.800 à PR 49.370	AUBRES	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 49.370 à PR 50.400	PILLES	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 50.400 à PR 50.800	PILLES	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 50.800 à PR 51.150	PILLES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 51.150 à PR 51.760	CONDORCET	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 0.0 à PR 2.145	CREST	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 2.145 à PR 3.300	DIVAJEU	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 3.300 à PR 6.725	CHABRILLAN	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 6.725 à PR 8.620	GRANES	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 16.820 à PR 18.0	LORIOLE	2	250 m	profil en "U"
RD 104	PR 18.0 à PR 19.813	LORIOLE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 0.0 à PR 2.198	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 2.198 à PR 5.185	PORTES LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 5.185 à PR 6.680	BEAUVALLON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 6.680 à PR 11.555	ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 11.555 à PR 13.700	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 13.700 à PR 14.500	MONTOISON	2	250 m	profil en "U"
RD 111	PR 14.500 à PR 16.415	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 16.415 à PR 16.465	UPIE ALLEX	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 16.465 à PR 17.350	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 17.350 à PR 19.760	EURRE	3	100 m	ouvert
RD 111A	PR 2.0 à PR 2.909	ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 9.0 à PR 9.758	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 9.758 à PR 11.570	ROUSSAS	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 11.570 à PR 14.674	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 14.674 à PR 15.460	MALATAVERNE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 0.0 à PR 2.430	CREST	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 2.430 à PR 4.670	AOSTE SUR SYE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 4.670 à PR 8.225	PIEGROS LA CLASTRE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 8.225 à PR 8.285	MIRABEL ET BLACONS	3	100 m	ouvert
RD 220A	PR 0.0 à PR 1.676	LA ROCHE DE GLUN	4	30 m	ouvert
RD 238	PR 0.0 à PR 1.759	DIE	4	30 m	ouvert
RD 261	PR 3.57 à PR 4.871	MONTELEGER	3	100 m	ouvert
RD 261	PR 4.871 à PR 10.0	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 261	PR 10.0 à PR 13.534	VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 268	PR 0.0 à PR 3.0	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 268	PR 3.0 à PR 7.28	LA ROCHE DE GLUN	3	100 m	ouvert
RD 268	PR 7.28 à PR 7.911	LA ROCHE DE GLUN	4	30 m	ouvert
RD 414	PR 0.0 à PR 0.294	GRIGNAN	3	100 m	profil en "U"
RD 432	PR 0.0 à PR 2.0	VALENCE	2	250 m	ouvert
RD 432	PR 2.0 à PR 4.97	SAINT MARCEL LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 432	PR 4.97 à PR 5.186	SAINT MARCEL LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 432	PR 5.186 à PR 5.394	SAINT MARCEL LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 0.0 à PR 0.165	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 0.165 à PR 5.254	LA GARDE ADHEMAR	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 5.254 à PR 8.741	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 632	PR 0.0 à PR 3.592	MERCUROL	3	100 m	ouvert
RD 632	PR 3.592 à PR 3.831	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 632	PR 3.831 à PR 4.327	CHANOS CURSON	2	250 m	profil en "U"
RD 632	PR 4.327 à PR 4.741	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 632	PR 4.741 à PR 5.360	CHANOS CURSON	2	250 m	profil en "U"
RD 632	PR 5.360 à PR 7.104	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 632	PR 7.104 à PR 7.344	BEAUMONT MONTEUX	3	100 m	ouvert
RD 632	PR 7.344 à PR 7.430	CLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 632	PR 7.430 à PR 9.939	GRANGES LES BEAUMONT	3	100 m	ouvert
RD 632	PR 9.939 à PR 10.351	GRANGES LES BEAUMONT	4	30 m	ouvert
RD 632	PR 10.351 à PR 11.71	GRANGES LES BEAUMONT	3	100 m	ouvert
RD 632	PR 11.71 à PR 13.770	ROMANS SUR ISERE	3	100 m	ouvert
RD 638	PR 29.444 à PR 30.417	PEYRINS	2	250 m	profil en "U"
RD 638	PR 30.417 à PR 32.45	PEYRINS	3	100 m	ouvert
RD 638	PR 32.45 à PR 32.345	MOURS SAINT EUSEBE	3	100 m	ouvert
RD 638	PR 32.345 à PR 33.77	MOURS SAINT EUSEBE	2	250 m	profil en "U"
RD 638	PR 33.77 à PR 33.691	MOURS SAINT EUSEBE	3	100 m	ouvert
RD 638	PR 33.691 à PR 33.699	ROMANS SUR ISERE	3	100 m	ouvert
RD 638	PR 33.699 à PR 36.0	ROMANS SUR ISERE	2	250 m	profil en "U"
RD 638	PR 36.0 à PR 38.792	BOURG DE PEAGE	3	100 m	ouvert
RD 638	PR 38.792 à PR 41.384	ALIXAN	3	100 m	ouvert
RD 638	PR 41.384 à PR 42.321	ALIXAN	2	250 m	profil en "U"
RD 638	PR 42.321 à PR 43.350	ALIXAN	3	100 m	ouvert
RD 638	PR 43.350 à PR 45.763	MONTEILIMAR	3	100 m	ouvert
RD 638	PR 45.763 à PR 48.331	MONTEILIMAR	2	250 m	profil en "U"
RD 638	PR 48.331 à PR 47.227	MONTEILIMAR	3	100 m	ouvert
RD 638	PR 47.227 à PR 52.432	CHABEUIL	3	100 m	ouvert
RD 638	PR 52.432 à PR 55.590	MONTVENDRE	3	100 m	ouvert
RD 638	PR 55.590 à PR 59.892	MONTMEYRAN	3	100 m	ouvert
RD 638	PR 59.892 à PR 60.820	UPIE	3	100 m	ouvert
RD 638	PR 60.820 à PR 67.345	VAUNAVEYS LA ROCHETTE	3	100 m	ouvert
RD 638	PR 67.345 à PR 70.400	CREST	3	100 m	ouvert
RD 638	PR 130.873 à PR 135.950	VENTEROL	3	100 m	ouvert
RD 638	PR 135.950 à PR 138.280	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 638	PR 144.920 à PR 145.500	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	ouvert
RD 638	PR 145.500 à PR 145.600	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	profil en "U"
RD 638	PR 145.600 à PR 147.50	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	ouvert
RD 638	PR 147.50 à PR 149.364	PIEGON	3	100 m	ouvert
RD 638A	PR 3.300 à PR 4.000	MONTMEYRAN	3	100 m	profil en "U"
RD 638A	PR 4.000 à PR 5.500	MONTMEYRAN	4	100 m	ouvert
RD 638A	PR 5.50 à PR 5.630	MONTMEYRAN	3	100 m	ouvert
RD 638A	PR 5.630 à PR 7.500	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 638A	PR 7.500 à PR 8.200	BEAUMONT LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 638A	PR 8.200 à PR 12.57	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 638A	PR 12.57 à PR 12.373	MALISSARD	3	100 m	ouvert
RD 638A	PR 12.373 à PR 12.700	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 638A	PR 12.700 à PR 14.950	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 540	PR 4.100 à PR 5.217	MONTEILIMAR	4	30 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des sections affectées par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 540	PR 5.217 à PR 10.390	MONTBOUCHER SUR JABRON	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 10.390 à PR 11.0	LA BATIE ROLLAND	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 11.0 à PR 11.950	LA BATIE ROLLAND	3	100 m	profil en "U"
RD 540	PR 11.950 à PR 13.129	LA BATIE ROLLAND	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 13.129 à PR 16.515	LA BEGUDE	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 0.550 à PR 3.524	DONZERE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 3.524 à PR 4.190	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 5.880 à PR 6.75	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 6.75 à PR 6.286	GRANGES GONTARDES	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 6.286 à PR 6.312	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 6.312 à PR 7.496	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 7.496 à PR 8.800	VALAURIE	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 8.800 à PR 8.886	VALAURIE	2	250 m	profil en "U"
RD 541	PR 8.886 à PR 9.0	VALAURIE	3	100 m	profil en "U"
RD 541	PR 9.0 à PR 12.98	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 12.98 à PR 12.658	REAUVILLE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 12.658 à PR 13.639	CHANTEMERLE LES GRIGNAN	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 13.639 à PR 19.770	GRIGNAN	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 19.770 à PR 20.465	SAINT PANTALEON LES VIGNES	3	100 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
AUTOROUTE A7	PR 26.280 à PR 142.610	SAINT RAMBERT D'ALBON ALBON BEAUSEMBLANT SAINT UZE SAINT BARTHELEMY DE VALS CHANTEMERLE LES BLES LARNAGE MERCUROL LA ROCHE DE GLUN PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE LIVRON LORIOLE SAULCE SUR RHONE LES TOURETTES LA COUCOURDE SAVASSE SAINT MARCEL LES SAUZET SAUZET MONTBOUCHER SUR JABRON ESPELUCHE ALLAN CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE DONZERE GRANGES GONTARDES LA GARDE ADHEMAR SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	1	300 m	ouvert
AUTOROUTE A49		BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET BEAUREGARD BARET JAILLANS EYMEUX HOSTUN LA BAUME D'HOSTUN	2	250 m	ouvert

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaire, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 3

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décret 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustiques est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

Article 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

CATEGORIE	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les rues en « U » ;
- à une distance de l'infrastructure* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rue en « U » et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment .

* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;

- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 5

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

Article 6

Les communes concernées par le présent arrêté sont, par ordre alphabétique :

ALBON	EYMEUX	PIERRELATTE
ALIXAN	GERVANS	PILLES
ALLAN	GRANES	PONSAS
ALEX	GRANGES GONTARDES	PONT D'ISERE
ANDANCETTE	GRANGE LES BEAUMONT	PORTES LES VALENCE
ANNEYRON	GRIGNAN	REAUVILLE
AOUSTE SUR SYE	HOSTUN	ROMANS SUR ISERE
AUBRES	JAILLANS	ROUSSAS
BEAUMONT LES VALENCE	LA BATIE ROLLAND	SAILLANS
BEAUMONT MONTEUX	LA BAUME D'HOSTUN	SAINT BARTHELEMY DE VALS
BEAUREGARD BARET	LA BEGUDE	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE
BEAUSEMBLANT	LA COUCOURDE	SAINT MARCEL LES VALENCE
BEAUVALLON	LA GARDE ADHEMAR	SAINT NAZAIRE EN ROYANS
BOURG DE PEAGE	LA ROCHE DE GLUN	SAINT PANTALEON LES VIGNES
BOURG LES VALENCE	LARNAGE	SAINT PAUL LES ROMANS
CHABEUIL	LAVEYRON	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX
CHABRILLAN	LES TOURETTES	SAINT RAMBERT D'ALBON
CHANOS CURSON	LIVRON	SAINT RESTITUT
CHANTEMERLE LES BLES	LORIOL	SAINT UZE
CHANTEMERLE LES GRIGNAN	LUS LA CROIX HAUTE	SAINT VALLIER
CHATEAUNEUF DU RHONE	MALATAVERNE	SAULCE SUR RHONE
CHATEAUNEUF SUR ISERE	MALISSARD	SAUZET
CHATUZANGE LE GOUBET	MERCUROL	SAVASSE
CLERIEUX	MIRABEL ET BLAONS	SERVES SUR RHONE
CLIOUSCLAT	MIRABEL AUX BARONNIES	SOLERIEUX
CONDORCET	MONTBOUCHER SUR JABRON	SUZE LA ROUSSE
CREST	MONTELEGER	TAIN L'HERMITAGE
CROZES HERMITAGE	MONTELMAR	TULETTE
DIE	MONTMEYRAN	UPIE
DIVAJEU	MONTOISON	VALAURIE
DONZERE	MONTVENDRE	VALENCE
EROME	MOURS SAINT EUSEBE	VAUNAVEYS LA ROCHETTE
ESPELUCHE	NYONS	VENTEROL
ESPENEL	PEYRINS	VERCHENY
ETOILE SUR RHONE	PIEGON	VINSOBRES
EURRE	PIEGROS LA CLASTRE	

Article 7

Des copies du présent arrêté sont adressées :

- aux maires des communes concernées,
- au Directeur Départemental de l'Équipement,
- aux gestionnaires de réseaux autoroutiers, routiers départementaux et de transports en communs en site propre.

Signé : LE PREFET

Le 2/03/1999

ARRETE N°970

LE PREFET DE LA DROME **Chevalier de la Légion d'Honneur** **Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 11-4-1,

Vu la loi n° 92-1444 du 31 Décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,

Vu le décret n° 95-20 pris pour application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et leurs équipements,

Vu le décret 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,

Vu les avis formulés par les communes entre le 30 Octobre et le 20 Décembre 1998,

Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Equipeement en date du 22 Janvier 1999,

Arrête :

Article 1

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Drôme aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentés sur le plan joint en annexe.

Article 2

Le tableau suivant donne pour chacun des tronçons d'infrastructures ferroviaires, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain traversé.

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaire, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Longueur des sections affectées par le bruit	Type de seuil (vue en "U" ou seuil ouvert)
VOIE FERREE "VALLEE DU"	KM 571+414 à KM 686 744	SAINT RAMBERT D'ALBON ANDANCETTE LAVEYRON SAINT VALLIER PONSAS SERVES EROME GERVANS CROZES HERMITAGE GERVANS TAIN L'HERMITAGE MERCUROL PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE LIVRON LOROL SAULCE LES TOURETTES LA COUCOURDE SAVASSE MONTEIMAR CHATEAUNEUF DU RHONE MONTEIMAR DONZERE PIERRELATTE	1	300 m	ouvert
VOIE FERREE "LIGNE TGV"	KM 454+327 à limite départementale	LAPEYROUSE MORNAY MANTHES MORAS EN VALLOIRE SAINT SORLIN EN VALLOIRE CHATEAUNEUF DE GALAURE MUREILS LA MOTTE DE GALAURE CLAVEYSON BREN MARSAS CHAVANNES CLERIEUX GRANGES LES BEAUMONT SAINT MARCEL LES VALENCE MONTEJER CHABEUIL MONTVENDRE MONTMEYRAN OURCHES UPIE ROYNAC MARSANNE BONLIEU SUR ROUBION LA LAUPIE SAUZET MONTBOUCHER SUR JABRON VAUNAVEYS LA ROCHETTE EURRE CREST DVAJEU CHABRILLAN LA ROCHE SUR GRANE ESPELUCHE ALLAN CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE ROUSSAS GRANGES GONTARDES DONZERE LA GARDE ADHEMAR PIERRELATTE	1	300 m	ouvert
VOIE FERREE "LIGNE VALENCE- SAINT MARCEL"	KM 1+200 à KM 7+800	BOURG LES VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE	2	250 m	ouvert

Article 3

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décret 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustiques est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

Article 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

CATEGORIE	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les rues en « U »;
- à une distance de l'infrastructure* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rue en « U » et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment .

* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 5

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

Article 6

Les communes concernées par le présent arrêté sont :

ALLAN	LORJOL
ANDANCETTE	MALATAVERNE
BONLIEU SUR ROUBION	MANTHES
BOURG LES VALENCE	MARSANNE
BREN	MARSAZ
CHABEUIL	MERCUROL
CHABRILLAN	MONTBOUCHER SUR JABRON
CHATEAUNEUF DE GALAURE	MONTELIER
CHATEAUNEUF DU RHONE	MONTELMAR
CHATEAUNEUF SUR ISERE	MONTMEYRAN
CHAVANNES	MONTVENDRE
CLAVEYSON	MORAS EN VALLOIRE
CLERIEUX	MUREILS
CREST	OURCHES
CROZES HERMITAGE	PIERRELATTE
DIVAJEU	PONSAS
DONZERE	PONT D'ISERE
EROME	PORTES LES VALENCE
ESPELUCHE	ROUSSAS
EURRE	ROYNAC
ETOILE SUR RHONE	SAINT MARCEL LES VALENCE
GERVANS	SAINT RAMBERT D'ALBON
GRANGES GONTARDES	SAINT SORLIN EN VALLOIRE
GRANGES LES BEAUMONT	SAINT VALLIER
LA COUCOURDE	SAULCE
LA GARDE ADHEMAR	SAUZET
LA LAUPIE	SAVASSE
LA MOTTE DE GALAURE	SERVES SUR RHONE
LA ROCHE SUR GRANE	TAIN L'HERMITAGE
LAPEYROUSE MORNAY	UPIE
LAVEYRON	VALENCE
LES TOURETTES	VAUNAVEYS LA ROCHETTE
LIVRON	

Article 7

Des copies du présent arrêté sont adressées :

- aux maires des communes concernées,
- au Directeur Départemental de l'Equipement,
- aux gestionnaires de réseaux autoroutiers, routiers départementaux, ferroviaires et de transports en communs en site propre.

SIGNE : LE PREFET, LE 2/03/1999